



HAL
open science

Vivre les fournaies urbaines. Enquête sur les vécus climatiques et les engagements écologiques dans les villes du sud de la France durant l'été 2019

Guillaume Faburel, Fabian Lévêque, Karl Berthelot, Mathilde Girault,
Loriane Ferreira, Clémentine Nicolas

► To cite this version:

Guillaume Faburel, Fabian Lévêque, Karl Berthelot, Mathilde Girault, Loriane Ferreira, et al.. Vivre les fournaies urbaines. Enquête sur les vécus climatiques et les engagements écologiques dans les villes du sud de la France durant l'été 2019. Triangle; EHESS; Université de Lyon. 2023, pp.62. hal-04012154

HAL Id: hal-04012154

<https://hal.science/hal-04012154v1>

Submitted on 2 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

triangle

UMR 5206

*Action, Discours
Pensée politique & économique*

UMR 5206 • CNRS/ENS DE LYON
<http://triangle.ens-lyon.fr>



*réseau des
territorialistes*

Vivre les « fournaises urbaines »

*Enquête sur les vécus climatiques et les engagements écologiques
dans les villes du sud de la France durant l'été 2019*

Guillaume Faburel, coord. (Pr, Université Lyon 2, UMR Triangle)
Fabian Lévêque (doctorant, UMR Triangle), Karl Berthelot (doctorant, EHESS),
Mathilde Girault (post-doctorante, UMR Triangle), Loriane Ferreira (doctorante, UMR
Triangle) et Clémentine Nicolas (masterante en Etudes urbaines, Université de Lyon)

Avec l'aide de Fanny Buffin, Louise Edrei, Anaëlle Glandut-Mingeau,
Juliette Huchon, Laure Lavigne Delville, Eléa Pippo et Adèla Rigollet-Davis

Rapport final, décembre 2019

Recherche réalisée pour l'association *Notre affaire à tous*

Sommaire

Introduction	4
<i>Des effets du changement climatique en milieu urbain aux ressentis de « fournaise ».....</i>	4
<i>La puissance des affects climatiques pour l'engagement dans la vie de la Cité</i>	5
<i>Hypothèses de travail et plan d'analyse : les affects climatiques comme subjectivation politique</i>	6
Préambule méthodologique – Démarche d'enquête dans cinq villes du sud de la France	9
1-1 Choix de méthode et présentation de la grille d'entretien.....	9
1-2 Localisation des sites, échantillons retenus, déroulement de la démarche.....	11
Première partie – Les sensations et sentiments vis-à-vis du changement climatique en milieu urbain.....	19
1-1 La perturbation des rythmes de saison et le rôle des évènements remarquables	19
1-2 La mise en cause directe des évolutions urbaines et des mutations métropolitaines (selon la taille des villes enquêtées)	21
1-3 Les effets sur les manières de vivre et les projets résidentiels	23
Deuxième partie – Les mutations territoriales et les politiques publiques très largement questionnées	27
2-1 La dégradation du bien-être en ville par les grandes politiques urbaines	27
<i>Critique des politiques d'urbanisation : densification et artificialisation des sols</i>	27
<i>Des politiques économiques écologiquement destructrices : le tourisme de masse et les projets d'attractivité métropolitaine</i>	29
2-2 Un manque général d'ambition et de volonté politiques sur les enjeux climatiques et écologiques	31
<i>Quelle place pour l'écologie dans le système politique ?.....</i>	31
<i>Quel intérêt des et pour les discours des partis écologistes ?</i>	31
2-3 Les marqueurs du manque d'ambition politique : inégalités socio-écologiques et impuissance de l'agir	33
<i>Les inégalités socio-écologiques face aux effets ressentis du changement climatique.....</i>	33
<i>La normativité de l'engagement éco-citoyen : un sentiment habitant d'impuissance.....</i>	34

Troisième partie – L’engagement écologique habitant, actuel et en devenir	36
3-1 Défiance des politiques instituées et modes de vie à reconsidérer : les moteurs de l’engagement	36
<i>De la défiance institutionnelle à la défiance militante</i>	<i>36</i>
<i>La responsabilité collective des modes de consommation et de vie</i>	<i>37</i>
3-2 Multiplication des formes et diffusion des engagements ordinaires directs	38
<i>Individuation des représentations de l’engagement : formes pré-collectives et ancrage ordinaire</i>	<i>38</i>
<i>Thèmes de l’engagement écologique : de la gestion des déchets... à l’autolimitation globale.....</i>	<i>40</i>
<i>Les thèmes de l’engagement écologique ordinaire : de la mobilité quotidienne et vacancière au changement dans les pratiques professionnelles.....</i>	<i>42</i>
3-3 Refonder l’engagement collectif : un métarécit écologique par l’autonomie	43
<i>De la nécessité d’une transformation radicale des sociétés dans l’action collective.....</i>	<i>43</i>
<i>De la nécessité de construire un nouveau méta-récit, écologique et démocratique.....</i>	<i>43</i>
<i>L’écologie comme manière de vivre et entendement du monde.....</i>	<i>45</i>
<i>Désir d’autonomie : renouer avec l’altérité pour d’autres formes politiques de vie</i>	<i>46</i>
 Synthèse conclusive : Les « fournaises urbaines » comme épreuve politique des corps dans le devenir écologique des grandes villes méridionales.....	 48
Annexes : Portraits d’habitant.e.s	52

Introduction

Des effets du changement climatique en milieu urbain aux ressentis de « fournaise »

Ces dernières décennies, de nombreux travaux se sont emparés des enjeux du changement climatique pour en étudier ses effets en milieu urbain¹ et ses mécanismes d'amplification². Ils ont notamment montré que les grandes aires urbaines participent activement à la dégradation environnementale, notamment par les émissions de gaz à effet de serre³. Elles altèrent également le climat en modifiant la circulation ainsi que l'évacuation de l'air et de l'eau⁴. Par exemple, l'imperméabilisation généralisée des sols empêcherait l'évaporation et les cycles naturels de rafraîchissement. Or, cette transformation du climat serait particulièrement ressentie dans les grandes villes où la température, la couverture nuageuse, le vent et les précipitations sont modifiés⁵. La hausse des températures, par exemple, y est très souvent plus élevée que dans l'arrière-pays et les campagnes environnantes : ces écarts spatialisés des températures, en moyenne de 1 à 2 degrés(s), peuvent aller jusqu'à 10 degrés en été⁶.

Ces microclimats propres aux villes constituent ce qu'il est dorénavant convenu d'appeler des « îlots de chaleur urbains » (ICU). Ces ICU sont très directement le produit de choix d'aménagement et de l'urbanisme moderne⁷ : réduction du parcellaire pour concentrer, verticalisation du bâti pour densifier, imperméabilisation des sols pour viabiliser... Les ICU résultent de la longue histoire de la fabrique urbaine : les toits en zinc des immeubles haussmanniens, le béton systématique des architectures d'après-guerre, les routes asphaltées des 40 dernières années... accumulent la chaleur diurne et la restituent la nuit. Or, les politiques d'urbanisme contribueraient encore à augmenter la chaleur urbaine par leurs densification et artificialisation des sols : la hauteur des immeubles et la rugosité des surfaces urbaines captent les rayonnements du soleil et empêchent la circulation de l'air, au point de générer ce que Jean-Jacques Terrin nomme des « *canyons urbains* »⁸.

Au regard des grands aménagements urbains du développement méridional des années 1960 et surtout des politiques de métropolisation depuis la fin des années 1990, les villes et les agglomérations méditerranéennes sont très directement concernées par de tels processus. Elles se caractérisent en effet par de grandes barres d'habitation sur les fronts de mer qui atténuent les effets rafraîchissants du vent marin, ou, dans le registre des usages, par la multiplication des climatisations qui équipent chaque année davantage les logements amplifiant ainsi la chaleur urbaine. En voulant concentrer populations, activités économiques et flux touristiques, ces villes, en France ou sur les côtes européennes de la Méditerranée, continuent à battre tous

¹ Jean-Baptiste MARIE et Jean-Jacques TERRIN, *Villes et changement climatique : îlots de chaleur urbains*, Marseille, France, Parenthèses, 2015.

² Florence RUDOLF (dir.), *Les villes à la croisée des stratégies globales et locales des enjeux climatiques*, Paris, Canada, France, Hermann, 2016.

³ Bertrand DESAILLY, Philippe BERINGUIER, Gérard BRIANE, Jean-François DEJOUX, *Les impacts environnementaux de l'étalement urbain. Perspectives Ville*, 2009, 4 p. ; Daniel PINSON, « Environnement et urbanisation » in Hervé DOMENACH et Michel PICOUET (dir.), *Environnement et populations : la durabilité en question*, L'Harmattan, 2004, p. 32-51.

⁴ Martine TABEAUD, « Climats urbains », *Ethnologie française*, 29 octobre 2010, Vol. 40, n° 4, pp. 685 - 694.

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

⁷ Jean-Jacques TERRIN, « La lutte contre les îlots de chaleur urbains, l'enjeu primordial des villes », *Rue89Lyon*, 2 avril 2019. Disponible en ligne sur : <https://www.rue89lyon.fr/2019/04/02/lutte-contre-ilots-chaleur-urbains-enjeu-primordial-des-villes/>

⁸ Jean-Baptiste MARIE et Jean-Jacques TERRIN, *Villes et changement climatique, op. cit.*

les ans de nouveaux records. Les pics de pollution hivernaux et les épisodes caniculaires estivaux sont plus récurrents, plus intenses et toujours plus longs.

L'accumulation de ces phénomènes vient nourrir une impression grandissante de « *fournaise urbaine* »⁹. Au croisement de la surdensité et des bouleversements climatiques, il est de plus en plus remarqué des ressentis d'asphyxie et de suffocation, lorsque l'air frais venu de la mer se fait plus rare, le soleil irradiant et la canicule prolongée. Il y a aussi des effets de plus en plus reconnus sur la santé : épuisement des organismes qui récupèrent plus difficilement la nuit, vagues de chaleur qui augmentent les risques de morbidité des populations les plus vulnérables (femmes enceintes, nourrissons, personnes âgées et isolées), sans parler des pathologies respiratoires et cardiovasculaires en augmentation¹⁰. Bien que de plus en plus partagés et diversement exprimés (autour d'impressions et d'émotions, de sensations et de sentiments), ces ressentis restent aujourd'hui fort peu considérés par les pouvoirs publics.

La puissance des affects climatiques pour l'engagement dans la vie de la Cité

Conscientes de leurs implications, les grandes villes, un peu partout dans le monde, multiplient les stratégies dites de résilience, en privilégiant des réponses ingénieriales et équipementières. « *La ville, à plus forte raison si elle est grande [...] est maintenant souvent érigée en solution, en bonne place d'une transition potentielle des modes de vie et des infrastructures vers des sociétés post-carbones ou « décarbonées* »¹¹.

Pour compenser leurs impacts climatiques, elles se tournent désormais vers la recherche de processus de gestion innovants, misant sur l'optimisation de la consommation de ressources (sol, énergies fossiles, matériaux, consommation d'eau, etc.), tout en se réclamant de la performance et de l'attractivité. Les vertus communément présentées de la nouvelle *smart city* seraient de mieux quantifier et mesurer les flux de fonctionnement d'une ville pour ainsi lui permettre d'adapter son « métabolisme » en temps réel (cf. cas décrit par la littérature comme exemplaire : *Greater Copenhagen Smart Solutions* et son *Street Lab*). Plus largement, encouragés par la multiplication de labels, les projets urbains mettent dorénavant en avant l'efficacité énergétique des nouveaux bâtiments ou encore le recyclage systématisé des déchets. Cette technicisation des villes pour faire face aux enjeux climatiques et écologiques bouleverse les gouvernances urbaines, en ouvrant la « fabrique urbaine » à de grands opérateurs privés et équipementiers industriels¹². Par ailleurs, se développent les efforts de végétalisation des villes (par des toits-terrasses, des trames vertes et bleues...), la redécouverte de techniques de construction bioclimatique ou encore le développement actif du biomimétisme, avec également remarquées des mesures en réaction aux effets de seuils (réduction de la vitesse sur les voies rapides, incitation aux mobilités non fossiles...).

Toutefois, malgré des efforts pour prendre en compte vécus et expériences habitants¹³, notamment dans l'écriture des plans climat, de telles actions ne bouleversent pas

⁹ Guillaume FABUREL, *Les métropoles barbares : démondialiser la ville, désurbaniser la terre*, Lyon, France, le Passager clandestin, 2018. p. 116.

¹⁰ « Le changement climatique, fléau pour la santé humaine », 13 avril 2019, *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/planete/article/2019/04/13/le-changement-climatique-fleau-pour-la-sante-humaine_5449685_3244.html.

¹¹ Julien DAMON, « L'urbanisation mondiale en perspective positive », *Etudes*, 31 mai 2011, Tome 414, n° 6, pp. 739-749, p. 748.

¹² Dominique LORRAIN, Charlotte HALPERN et Catherine CHEVAUCHE, *Villes sobres : Nouveaux modèles de gestion des ressources*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2018.

¹³ Séminaire organisé à Grenoble en novembre 2019 « Habiter les dérèglements climatiques : Savoirs situés, expériences ordinaires et justice climatique. », organisé par le Lessem (IRSTEA Grenoble), le Parc National des Ecrins, et le Labex ITEM.

fondamentalement les politiques d'urbanisation aspirant toujours plus à l'attractivité territoriale¹⁴ et donc à la densification des territoires¹⁵. C'est notamment, au titre de l'actualité, ce qui ressort d'un dossier publié en octobre et novembre 2019 par *The Guardian*, sur les villes nord américaines et la limite de leurs actions vis-à-vis des grands effets du dérèglement climatique, singulièrement le réchauffement et ses conséquences locales (Louisville, Philadelphie, San Diego...). Il est donc assez improbable qu'il soit donné d'assister à des effets significatifs pour accélérer la fameuse « résilience » des villes¹⁶ et « adapter » les modes de vie citadins face aux effets rebonds et aux boucles de rétroaction propres au changement climatique¹⁷.

Pourtant, l'interpellation politique ne cesse de croître. Les marches pour le climat et les grèves scolaires sont des phénomènes suivis dans la plupart des grandes villes et métropoles, européennes comme mondiales¹⁸. En plus de vouloir interpeler les gouvernements sur l'absence d'engagements significatifs en faveur de l'écologie, ces mouvements témoignent de colères et d'angoisses, radicalement existentielles voire pour certaines eschatologiques (les psychiatres commencent à parler d'éco-anxiété, de dépression verte, de solastalgie...¹⁹), non seulement de la part de militant·e·s de longue date, mais aussi de jeunes déterminé·e·s à des transformations radicales pour répondre aux enjeux écologiques. Les menaces d'effondrement civilisationnel qui paraissent gagner les consciences individuelles et collectives, semblent d'abord principalement toucher les classes sociales aux forts capitaux sociaux et culturels²⁰.

Aussi, les expériences sensibles et affectives, donc directes et concrètes, pourraient-elles devenir des leviers de concernement écologique. Il est vrai que les formes d'attachement qui peuvent unir les êtres à leurs milieux de vie, ainsi que les expériences qui s'y jouent, orientent très directement non seulement les comportements mais plus encore les réflexivités, dans les modes de vie notamment²¹.

Hypothèses de travail et plan d'analyse : les affects climatiques comme subjectivation politique

C'est en fait ce qu'il serait convenu de nommer une « affectivité implicite ordinaire », entendue ici comme le fait d'« être affecté de manière inédite par ce qui advient à sa collectivité », de se sentir concerné, car affecté, volontairement ou involontairement, par des

¹⁴ METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE, « Construisons la métropole moins 2 degrés ! - À Vous La Parole ! ». Disponible en ligne sur : <https://participation.lillemetropole.fr/processes/concertationplanclimatmel>. Consulté le 6 décembre 2019.

¹⁵ Guillaume FABUREL, *Les métropoles barbares : démondialiser la ville, désurbaniser la terre*, op. cit.

¹⁶ Florence RUDOLF (dir.), *Les villes à la croisée des stratégies globales et locales des enjeux climatiques*, op. cit.

¹⁷ Philippe BIHOUIX, *Le bonheur était pour demain : les rêveries d'un ingénieur solitaire*, Paris, France, Éditions du Seuil, 2019.

¹⁸ Plus d'un million de jeunes pour la grève du 15 mars 2019 à travers le globe : « Et un, et deux, et trois degrés » : une vague verte déferle en France pour le climat et la justice sociale », *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/climat/article/2019/03/16/marche-pour-le-climat-des-centaines-de-milliers-de-manifestants-partout-en-france_5437162_1652612.html.

¹⁹ Terme inventé par le psychologue Glenn Albrecht en 2003, il désigne étymologiquement une combinaison de deux mots. Le premier, d'origine latine (*solari*) traduit l'idée de la consolation et du réconfort tandis que le second, d'origine grecque (*algia*), renvoie à la douleur physique et/ou morale, à la maladie. La solastalgie peut ainsi être définie comme une forme de détresse psychique et/ou existentielle causée par des altérations environnementales, celles de milieux et de paysages familiers ou plus lointains.

²⁰ Laury-Anne CHOLEZ, « Déprimé par la crise climatique ? Voici comment soigner l'éco-anxiété », *Reporterre*, 4 décembre 2019. Disponible en ligne sur : <https://reporterre.net/Deprime-par-la-crise-climatique-Voici-comment-soigner-l-eco-anxiete>

²¹ Gabriel MOSER, *Psychologie environnementale : les relations homme-environnement*, Bruxelles, Belgique, De Boeck, 2015.

événements qui se produisent dans la société²². Dans l'ordinaire des existences, les individus se sentiraient en effet de plus en plus traversés par des changements d'ampleur qui « *sans qu'ils puissent les contrôler, les affectent en profondeur* »²³. Cette affectivité comme expérience corporelle du monde fait naître des sentiments aussi divers que l'humiliation, l'indignation ou encore l'injustice.

Les ressentis du changement climatique seraient ainsi en voie d'advenir comme des opérateurs socio-cognitifs situés, rarement pris en compte, pour ne pas dire ignorés, dans les politiques écologiques et climatiques des villes et métropoles. En effet, celles-ci privilégient souvent, à l'instar des normes nationales, les dispositifs sociotechniques pour l'écologisation contrainte des comportements, non sans souvent quelques contre-performances²⁴. Pourtant, ces ressentis pourraient produire ce que nous appréhenderons dans cette recherche sous le vocable de « subjectivation et engagement climatique » pour des devenirs plus habitables des espaces de vie.

Par un dialogue notamment avec la philosophie politique, la subjectivation politique est, selon la sociologie de l'individu, entendue comme « *le processus de production d'un sujet (et non d'une forme de subjectivité) qui, ayant lieu dans une sphère de l'existence sociale ou dans un domaine spécifié de pratiques (le travail, l'engagement, l'action collective, la prise de parole, la participation locale, les pratiques culturelles, etc.), les déborde par l'apparition d'un conflit, en acquérant ainsi une signification politique.* »²⁵. La subjectivation fait ainsi référence à la dynamique de refonte d'un nouveau *rapport à soi* et d'une nouvelle *identité politique* en déconstruisant et en prenant distance avec les fonctions, les normes et les ancrages sociaux qui continuent, selon des modalités évolutives, à déterminer l'ordre caractéristique de la modernité.

Si cette individuation ne saurait ignorer les inégalités capacitaires à s'émanciper, s'autonomiser, se conformer... dans un « *processus par lesquels l'individu se découvre une liberté, une maîtrise, une capacité d'action, en donnant voix à un conflit au sujet des assignations sociales qui définissent sa vie.* »²⁶ et de l'ordre institutionnel existant, c'est bien en empruntant de tels chemins que le dérèglement climatique pourrait dessiner les contours de subjectivations politiques renouvelées, se développant à partir de rapports sociaux de domination et de ses incorporations subjectives (ex : sentiments d'injustice et réappropriation des hiérarchies symboliques).

Notre travail sera consacré aux systèmes passionnels et régimes affectionnels comme opérateur climatique de subjectivation politique, et ce sur la base de trois grandes hypothèses :

- 1) le dérèglement climatique donnerait lieu, par des expériences et ressentis concrets, à des affects spécifiques des devenirs écologiques de la planète ;
- 2) ces affects représenteraient des ruptures conflictuelles définissant de nouvelles subjectivations comme leviers d'autres engagements pour les futurs politiques des collectivités ;

²² Danilo MARTUCELLI, *La condition sociale moderne : l'avenir d'une inquiétude*, Paris, France, Gallimard, 2017, p. 86.

²³ *Ibid.*, p. 89.

²⁴ Marie-Christine ZELEM, « Les effets pervers de la sobriété énergétique. Une écologisation contrainte des modes de vie », *Revue des Sciences sociales*, Vol. 55, 2016, pp. 70-80.

²⁵ Federico TARRAGONI, « Du rapport de la subjectivation politique au monde social. », *Raisons politiques*, 22 juin 2016, N° 62, n° 2, pp. 115-130, p. 115.

²⁶ Federico TARRAGONI, *Sociologies de l'individu*, Paris, France, la Découverte, 2018.

3) les mutations urbaines à ce jour, affectant milieux singuliers et expériences particulières du vécu climatique, induiraient des rapports politiques reconsidérés aux lieux.

Opératoirement, nous analyserons de telles subjectivations et engagements en approfondissant progressivement quatre systèmes sociocognitifs :

- ✓ *Système d'affects* : les sensations et les sentiments face aux changements climatiques et à leurs effets, et plus largement les ressentis et vécus urbains sur les évolutions écologiques des grandes villes du sud de la France ;
- ✓ *Système d'expériences* : les types et les formes d'attachement (liens végétatif, sensitifs et intellectifs) à partir des trajectoires des ménages vis-à-vis de l'habiter des lieux de vie, mais aussi des pratiques locales des populations impliquées ;
- ✓ *Système de représentations* : les schèmes interprétatifs du changement climatique et, dès lors, les transformations envisagées, propres à l'individu, aux sociétés locales, aux milieux urbains de vie et à la planète ;
- ✓ *Système de valeurs* : les polarités axiologiques des engagements personnels dans des évolutions locales (ex : autonomie), des constructions sociales (ex : modes de vie) et des attentes politiques (ex : démocratiques) vis-à-vis des grands changements écologiques dans et par l'urbain.

Après la présentation sous forme de préambule de la méthode d'enquête retenue, des sites urbains méridionaux choisis et du déroulement du travail empirique dans les cinq terrains, les trois parties de l'analyse développent tour-à-tour :

- ✓ les sensations et les sentiments recueillis vis-à-vis du changement climatique en milieu urbain (I),
- ✓ les questions dès lors adressées aux mutations territoriales et aux politiques publiques les réalisant (II),
- ✓ pour alors mettre en lumière les formes ainsi renouvelées de l'engagement écologique ainsi que les perspectives entrevues en termes de futurs écologiques des milieux de vie (III).

Préambule méthodologique – Démarche d'enquête dans cinq villes du sud de la France

1-1 Choix de méthode et présentation de la grille d'entretien

La méthode d'entretiens ouverts a été retenue par la nécessité des sujets de notre recherche (subjectivations et engagements) et des systèmes compréhensifs dès lors visés (affections, expériences, représentations et valeurs). Sur cette base méthodologique, il s'est agi de bâtir l'enquête autour de quatre grandes thématiques, en complément de la collecte systématique de données relatives au profil des habitant·e·s²⁷.

Tout d'abord, il convenait de retracer les trajectoires biographiques et résidentielles des interviewé·e·s afin de contextualiser leurs regards et leurs rapports à leur(s) milieu(x) de vie, urbains ou non. Cette entrée en matière a encouragé de premières descriptions plurielles, sensibles et pratiques, symboliques et axiologiques, des territoires habités aujourd'hui, tout en donnant des clés de compréhension et d'analyse des parcours ainsi dessinés.

I. Attaches résidentielles et choix urbains :

Question d'accroche : Vous qui êtes habitant·e ici, qu'est-ce qui rend cette ville particulièrement différente, unique, en comparaison des anciens lieux où vous avez habités par exemple ?

1. Avez-vous toujours habité ici ? Est-ce que c'est la ville où vous êtes né·e ? Où habitez-vous auparavant ? (région, ville, quartier)
2. Pour quelles raisons vous êtes-vous installé·e ici ? *Relance : si l'emploi est le facteur de décision, anticiper les quelques questions signalétiques de la fin :* et quelle profession exercez-vous ?

Cette première entrée thématique, conventionnelle pour engager très concrètement tout entretien qualitatif centré sur les lieux de vie, était ponctuée par une amorce sur les ressentis et les sensations qu'éprouvent ces habitant·e·s vis-à-vis de leurs espaces de vie. Par une description des éléments valorisés ou jugés péjoratifs en ville, les enquêté·e·s ont pu dresser un portrait de leurs cadres de vie, en faisant notamment part des évolutions récentes qu'ils ont pu observer. Ce point a été jugé préalable à l'avis plus directement et ultérieurement sollicité sur l'action municipale et la prise en charge par les pouvoirs publics de ces enjeux, qu'elles aient un lien direct ou non à l'écologie.

Les habitant·e·s rencontré·e·s ont ensuite été amené·e·s à s'interroger sur de possibles changements du climat au niveau local, en détaillant leurs ressentis face aux vagues de chaleur estivales et en soulignant leurs accommodements quotidiens par rapport à de telles conditions climatiques.

²⁷Âge, sexe, Professions et Catégories socioprofessionnelles, dernier diplôme obtenu, nombre de personnes composant le ménage...

II. Appréciations et sentiments relatifs aux lieux de vie

1. En tant qu'habitant·e, parlez-moi un peu de la ville dans laquelle vous vivez ? Comment vous y sentez-vous ? *Relance : vous diriez que vivre ici vous procure ou suscite quel-le-s sensations/sentiment/impressions...*
2. Qu'est-ce que vous appréciez y faire ? Et au contraire, qu'est-ce que vous n'y appréciez pas ? Pourquoi ?
3. Quels sont selon vous les grands enjeux que votre ville doit prendre en compte aujourd'hui ? Les trouvez-vous pris en considération ?
4. Estimez-vous que des changements se sont produits dans votre cadre de vie et son environnement ? Lesquels ? Depuis combien de temps ? Avec quels effets ? Et des changements par rapport au climat ?
5. Diriez-vous que c'est une ville où il est agréable d'habiter pendant l'été ? Pour quelles raisons ? Est-ce que l'été change quelque chose à votre appréciation/dépréciation de la ville ? Appréhendez-vous de passer l'été ici ? Pouvez-vous me raconter comment vos habitudes de vie changent pendant l'été ?

La question sur les ressentis en ville durant l'été a été l'occasion d'appréhender de manière plus générale et directe le changement climatique, ainsi que de mieux discerner les représentations et les affects dont il serait potentiellement l'opérateur, à travers les problèmes et les enjeux décrits préalablement par les habitant·e·s. Le changement climatique était par la suite appréhendé à l'échelle de la ville grâce à des questions centrées sur ses effets possibles sur les manières de vivre des interviewé·e·s. Une telle progressivité a permis d'apprécier le rapport prospectif des habitant·e·s à leurs milieux de vie urbains, mais également plus globalement à l'état de la planète et de l'humanité d'ici la fin du siècle.

III. Ressentis et futurs écologiques/climatiques de la ville

1. Et lorsque je vous dis « changement climatique », qu'est-ce que cela évoque pour vous ? Quels mots vous viennent spontanément à l'esprit ? Quels sont selon vous les grands problèmes posés et leurs effets ?
2. Diriez-vous que le changement climatique, c'est quelque chose qui vous affecte, vous émeut personnellement ?
Si oui pour quelles raisons ?
Si non, pourquoi ?
3. Est-ce que vous en observez déjà les effets dans la ville depuis que vous y habitez ? Dans votre quotidien, dans votre manière de vivre ? À quelle occasion ? Dans quelles situations ?
Relance : dans quelle mesure diriez-vous que ce changement a affecté votre quotidien ?
Mots-clés : feux de forêt, inondations, épisodes de pluie plus marqués, changement soudain de température, canicules, absence de neige l'hiver, place des animaux...
4. Comment votre ville va-t-elle selon vous évoluer au regard des effets du changement climatique ? Les évolutions que vous évoquez vous donnent-elles envie d'habiter ailleurs ? *Si oui, pour aller habiter où ? Et pour vivre de quelle façon ?*
5. Vous arrive-t-il de réfléchir au devenir de la planète, de l'humanité ? Selon vous, comment vivront les êtres humains, en 2100, par exemple ?

Enfin, la dernière thématique de la grille d'entretien a été consacrée au politique, plus précisément aux systèmes de valeurs et aux formes de l'engagement d'aujourd'hui, en lien avec les effets du changement climatique. En appréciant l'origine et les responsabilités de ces phénomènes, en décrivant les processus et les effets du changement climatique, les réponses apportées ont partiellement révélé des grammaires politiques. Ce questionnement souhaitait également approfondir les situations ressenties d'injustices socio-écologiques, non seulement entre différents territoires et populations, mais plus encore en regard des actions prônées à ce jour par les institutions. Les habitant·e·s ont été ensuite invité·e·s à donner leurs qualifications de l'écologie et à dresser le portrait des grandes problématiques et des grands enjeux liés. L'échange pouvait se terminer par leurs rapports plus personnels et pratiques à l'écologie, en témoignant de leur (dés)intérêts et en exposant quelques raisons ainsi que les conditions qui les motivent/les dissuadent à agir en son nom.

IV. Positionnement axiologique (justice) et engagement politique

1. Selon vous, qu'est-ce qui est responsable du changement climatique ?
2. Pensez-vous que les fonctionnements urbains peuvent, eux aussi, participer du changement climatique ?
Relances mots-clés : urbanisation, artificialisation, végétalisation...
Consigne : reformuler le cas échéant la question en sollicitant une référence à d'autres types d'espaces, afin de revenir aux spécificités de la ville.
3. Estimez-vous que chacun·e est affecté·e de la même manière par le changement climatique ? Pensez-vous qu'il peut créer des situations d'injustices ? Vous estimez-vous en situation d'injustice écologique et climatique par rapport à certaines situations, certains comportements, certaines décisions ? Pourquoi ?
4. Qui devrait, selon vous, agir en priorité pour limiter le changement climatique et ses effets ? Par quels moyens ? Quelle est votre place dans cette action ? Est-ce que ça se traduit au quotidien ?
5. Lorsque je vous dis « écologie » qu'est-ce que ce mot vous évoque ? À quoi vous fait-il penser ? Quels mots vous viennent spontanément à l'esprit ? Quels enjeux et problèmes sont à ce jour les plus importants dans ce domaine ?
6. Diriez-vous que vous êtes une personne impliquée en faveur de l'écologie ?
Si oui, comment ? Dans quelles circonstances ? Depuis quand ? Avec qui ?
Si non, qu'est-ce qui vous freine ? Pas envie, manque de temps, de ressources, distance, expériences décevantes de l'engagement...

1-2 Localisation des sites, échantillons retenus, déroulement de la démarche

Le travail empirique a été réalisé du 05 au 13 juillet 2019. Douze enquêteur·rice·s, soit 8 étudiantes en sociologie, géographie ou en science politique à Lyon, Marseille, Montpellier ou Toulouse, accompagnées de 4 doctorant·e·s et post-doctorant·e·s (UMR Triangle), ont conduit 130 entretiens, pour 1/3 chez l'habitant·e et pour 2/3 dans des commerces (ex : brasseries) et lieux publics (ex : parcs). Chacun·e avait quelques familiarités avec son ou ses terrains (présence familiale, lieu d'études, villégiature régulière...) et disposait de la grille d'entretien, d'un enregistreur numérique (après autorisation préalable de l'enquêté·e) et d'une attestation pour officialiser la démarche auprès des populations, leur garantir l'anonymisation du traitement des données et les inviter aux moments de restitution.

Cinq villes du sud de la France ont été investies, en nous concentrant sur des quartiers idéaux typiques (centres urbains, quartiers dits populaires et quartiers pavillonnaires) donc, sur des configurations certes différenciées, mais rendues ainsi comparables : Marseille, Montpellier, Narbonne, Nîmes et Toulouse.

Dynamiques de peuplement et configurations sociodémographiques

Marseille connaît un regain démographique depuis 1999. Cette ville accueillait en 2016 plus de 860 000 habitant·e·s, réparti·e·s en 111 quartiers. Sa dynamique socioprofessionnelle se caractérise par une augmentation de la part des cadres et des professions intermédiaires et un recul de celle des ouvrier·ère·s et des employé·e·s (57 % en 1999 contre 49 % en 2015). Sa population est également moins affectée par le vieillissement que la Région Sud dans son ensemble. Ces évolutions sont disparates et confortent des inégalités spatiales historiques, au fondement selon André Donzel de l'identité duale de Marseille. Ainsi les cadres et les professions intellectuelles supérieures privilégient les quartiers centraux de la rade sud (ex : 1/3 des actifs au Roucas-Blanc). Dans le centre ancien rénové comme à la Joliette, cette tendance se traduit par l'installation significative de cadres, dont la part a augmenté de 7 % à 10 % par an depuis 1999. Elles et ils choisissent aussi de vivre aux franges de la ville où la densité est moins importante, au sud ou à l'est de la ville. Les catégories intermédiaires se distribuent de manière plus équilibrée tout en étant surreprésentées dans des quartiers résidentiels périphériques comme à la Pointe Rouge. Enfin, malgré le déclin, surtout dans le centre-ville et autour des zones réhabilitées, un quartier sur deux de Marseille reste composé d'une majorité d'ouvrier·ère·s ou d'employé·e·s, réparti·e·s principalement au nord et au sud-est. Ce renouvellement de la population est conjugué à un rajeunissement relatif de ses quartiers et une croissance de la part des actif·ve·s, entraînant une diminution des plus de 60 ans comme à la Joliette ou à la Timone.

Toulouse, peuplée de près de 475 000 habitant·e·s en 2016, est marquée par des bouleversements urbains survenus au 19^{ème} siècle, avec ses percées haussmanniennes rectilignes et l'aération de son tissu urbain central. Si la ville rose reste plutôt resserrée jusqu'aux années 1945, elle commence à se développer autour d'axes routiers, d'infrastructures publiques et industrielles. Sa périurbanisation s'accélère dans les années 1980-1990, favorisée par sa topographie et la construction de projets urbains qui finissent par artificialiser l'espace situé autour de son périphérique. Elle est encore concernée par un étalement urbain plus important que d'autres communes de taille similaire. Elle est composée à la fois d'une offre universitaire riche et d'activités économiques de pointe, ce qui peut expliquer la jeunesse de sa population et sa part importante de cadres et de professions intellectuelles supérieures. Cependant, la part de cette catégorie est sensiblement proche de celle des professions intermédiaires, des retraité·e·s puis des employé·e·s (oscillant chacune entre 15 % et 17 %). Cette homogénéité socioprofessionnelle ne doit pas pour autant masquer la part élevée de personnes sans activité professionnelle : 1/4 de la population toulousaine âgée de 15 ans et plus est sans activité. Enfin, tout comme Montpellier, Toulouse se caractérise par sa population relativement jeune par rapport aux autres villes de l'enquête, puisque près d'1/3 de sa population a entre 15 et 29 ans.

Montpellier connaît une croissance démographique importante et soutenue depuis les années 2010 (de l'ordre de 1,3 % par an entre 2011 et 2016) et compte actuellement plus de 280 000 habitants. Son attractivité repose principalement sur son cadre de vie, son climat et son offre culturelle et d'établissements d'enseignement supérieur. La ville est caractérisée par son urbanisation rapide depuis les années 1960 et l'arrivée de populations d'Afrique du Nord puis d'Algérie avec notamment la création du quartier de la Paillade. Elle compte aujourd'hui 7 quartiers principaux, répartis entre un centre-ville historique et économique (point névralgique de l'agglomération) et des quartiers périphériques plus résidentiels. L'étalement urbain vers le sud et la mer s'explique en grande partie par l'attrait des classes moyennes et cette pression démographique a fait émerger de nouvelles zones urbaines comme celle de Port-Marianne. À l'inverse, certains espaces comme le quartier Mosson concentrent des difficultés socio-économiques. À l'échelle de l'ensemble du territoire de Montpellier, le taux de chômage et la part du troisième âge demeurent plus importants en comparaison des autres sites étudiés. Contrairement à Toulouse, Montpellier comprend proportionnellement moins de cadres

et plus de retraité·e·s, avec une relative homogénéité de ses professions intermédiaires et de ses employé·e·s (en moyenne 15 % pour ces deux catégories).

Narbonne est une ville moyenne d'environ 53 000 habitant·e·s. La croissance démographique de la ville est constante depuis 1945. Elle est d'ailleurs toujours relativement vigoureuse puisque la population narbonnaise a augmenté de 4 % entre 2011 et 2016. Elle s'explique en partie par plusieurs vagues migratoires à partir des années 1960, notamment celle des Pieds-noirs et d'immigrés provenant de pays arabes méditerranéens. De nouveaux quartiers ont ainsi vu le jour pour répondre à cet afflux migratoire, comme le quartier pavillonnaire Razimbaud et le QPV Saint-Jean Saint-Pierre qui nous intéressent plus particulièrement dans le cadre de cette étude. Elle concentre une grande part de personnes âgées et de retraité·e·s (32 % des Narbonnais·e·s), même si les catégories situées entre 15 et 59 ans sont relativement importantes et homogènes. Contrairement aux métropoles de Montpellier, Toulouse et Marseille, les Narbonnais·e·s actif·ve·s sont essentiellement employé·e·s, en professions intermédiaires ou ouvrier·ère·s (40 % de la population en âge de travailler), les cadres représentant seulement 6 % de la population active.

Enfin, **Nîmes** comptait plus de 150 000 habitant·e·s en 2016 et s'est urbanisée de façon dissymétrique. Le centre urbain s'est moins développé au nord, contraint par des collines et s'est plutôt étendu vers l'ouest et le sud. La ville a connu de nombreux travaux de requalification de ses quartiers, à la fois ceux localisés près de l'Ecusson, centre historique, mais aussi ceux plus périphériques, comme Chemin bas d'Avignon qui comporte des immeubles vétustes et réunit des habitants en situation de grande précarité. Sa population est globalement répartie de façon équilibrée en matière d'âge, bien que la part des 15-29 ans soit légèrement supérieure aux autres et celle des plus de 75 ans et plus soit moins importante. Concernant sa structure socio-professionnelle, Nîmes se rapproche de la composition narbonnaise, mais de façon moins contrastée. En effet, plus d'1/4 de la population est retraitée (donc proportionnellement moins qu'à Narbonne) et la part cumulée des employé·e·s, des professions intermédiaires et des ouvrier·ère·s y est sensiblement équivalente, ainsi que celles des cadres et des professions intellectuelles supérieures.

Les temps d'enquête se sont inscrits dans des créneaux précis, dont l'expérience atteste de la productivité à raison de 3 à 5 entretiens par jour et par enquêteur·rice ou binôme d'enquête (*infra*) : jours ouvrables de 11h à 13h30, puis de 16h30 à 20h ; week-end de 10h à 12h, puis de 16h à 20h. Une immersion préalable de terrain a permis de prendre les premiers contacts sur les marchés, dans les cafés, dans l'espace public, etc., en vue ensuite de débiter plus sagement et sereinement le porte-à-porte. Le tiers des entretiens a été mené à deux, pour laisser la possibilité de tenir un carnet de bord de l'enquête.

La première rencontre avec les habitant·e·s se faisant en extérieur, le déroulement a été très dépendant des conditions climatiques estivales, singulièrement des fortes chaleurs du début du mois de juillet. Il est alors rapidement apparu essentiel de privilégier les espaces moins minéraux (parcs, squares et jardins) pour assurer la faisabilité : conditions d'échanges, temps libéré par les personnes.... De même, les marchés ont pu représenter un moyen efficace de prendre plus facilement des rendez-vous. Enfin, à la différence des quartiers centraux et/ou populaires, dans les quartiers plus résidentiels et périphériques composés d'habitats pavillonnaires en lotissements, le porte-à-porte a représenté finalement la solution opératoire la plus efficace pour obtenir des entretiens.

Au final, 130 entretiens ouverts d'une durée moyenne de passation de 45 minutes, ont été réalisés et retranscrits littéralement sur la base des enregistrements : 26 à Narbonne et Montpellier, 31 à Toulouse et 35 à Marseille. Seul l'objectif d'une trentaine n'a pas été visé à Nîmes, considérant cette agglomération comme intermédiaire.

Quartiers d'enquête ciblés selon le type et la ville

Quartiers Villes	Centre-ville	Pavillonnaire	QPV
Marseille	Belsunce et Noailles	Roucas-Blanc	La Cabucelle
Montpellier	Antigone	Aiguelongue	Gambetta – Ecusson – Figuerolles
Toulouse	Capitole	Ranguail	Bagatelle
Narbonne	Cité	Razimbaud	Saint-Jean Saint-Pierre
Nîmes	Gambetta	Tour Magne	Chemin Bas d'Avignon

Enquête UMR Triangle Subjectivations et engagements climatiques (2019)

Localisation des quartiers d'enquête

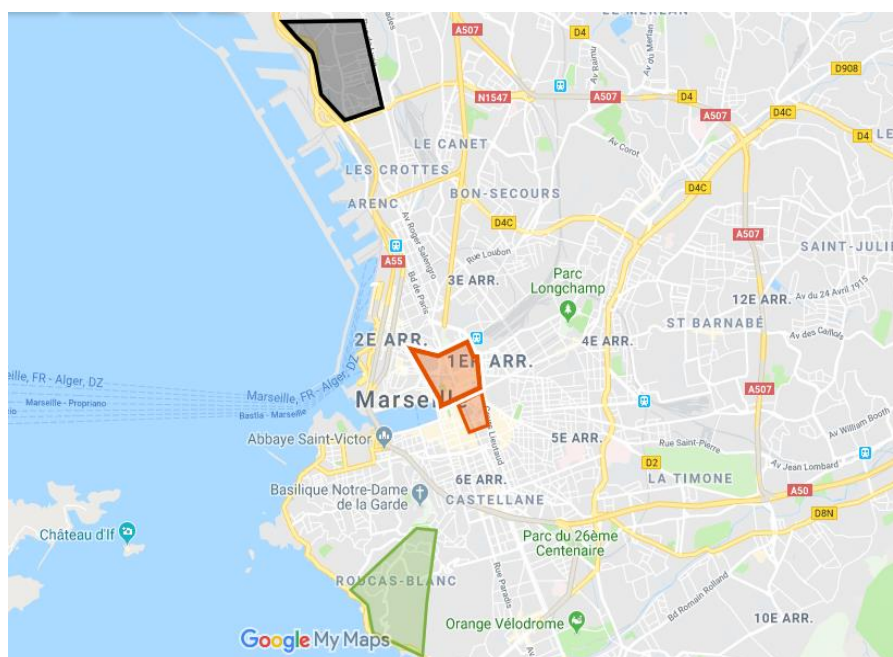
Code couleur :





Vert = Pavillonnaire

Noir = Quartier Politique de la Ville

Rouge = Centre-ville




Marseille



-  La Cabucelle
-  Belsunce
-  Noailles
-  Roucas-Blanc


Montpellier



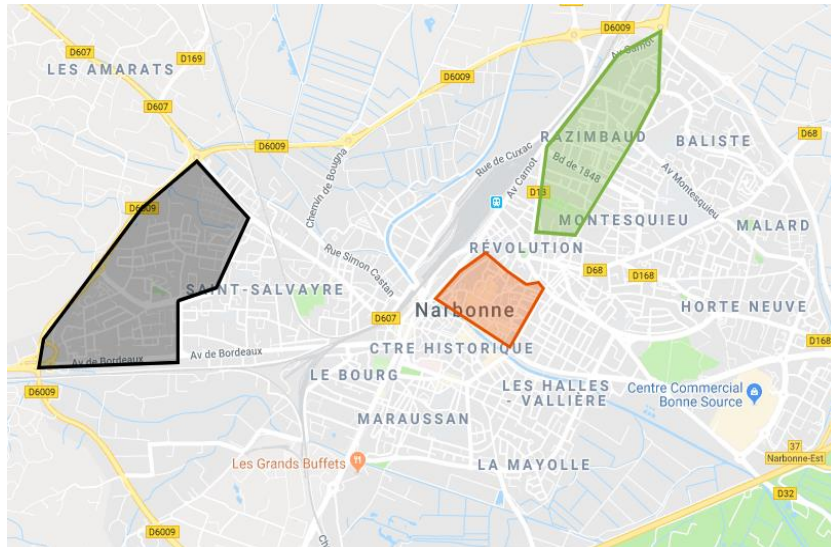
-  Gambetta-Ecusson-Figuerolles
-  Antigone
-  Aiguelongue




Toulouse



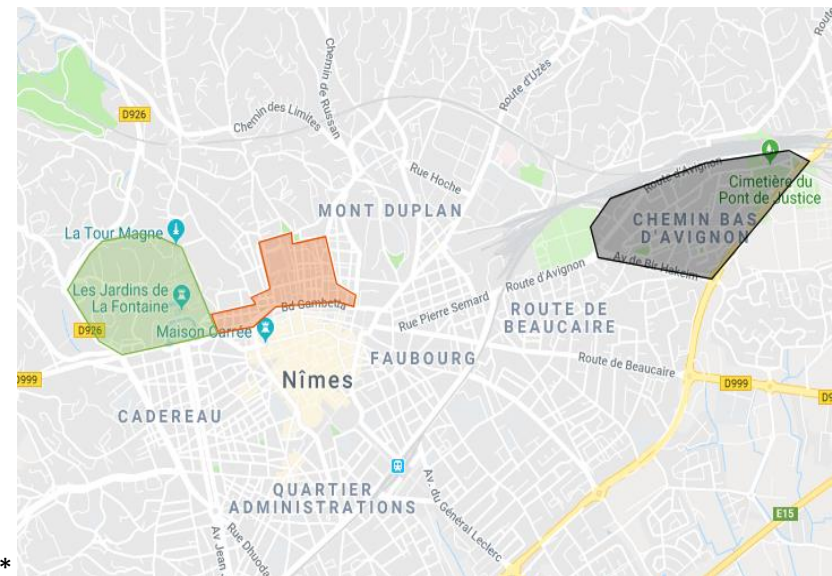
-  Bagatelle
-  Hypercentre (Capitole)
-  Rangueil




Narbonne



-  Saint-Jean Saint-Pierre
-  Cité
-  Razimbaud

Nîmes

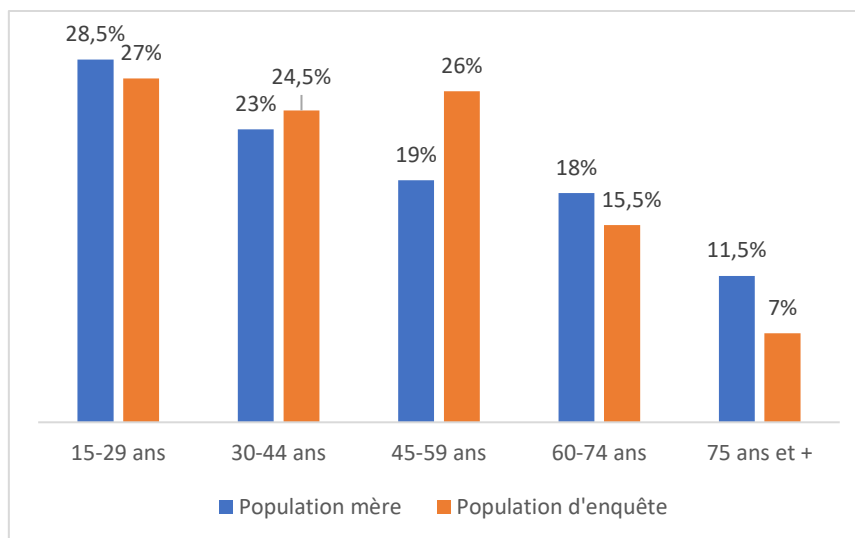


-  Chemin Bas d'Avignon
-  Gambetta
-  La Tour Magne

Dans la mesure du possible, il convenait de tendre vers une représentativité par unité (de quartier et surtout de ville), en prenant principalement en compte le sexe, la classe d'âge et les professions/catégories socioprofessionnelles selon les données sociodémographiques fournies par l'INSEE à l'échelle de l'îlot. A l'issue de chacune des journées passées sur les terrains, un

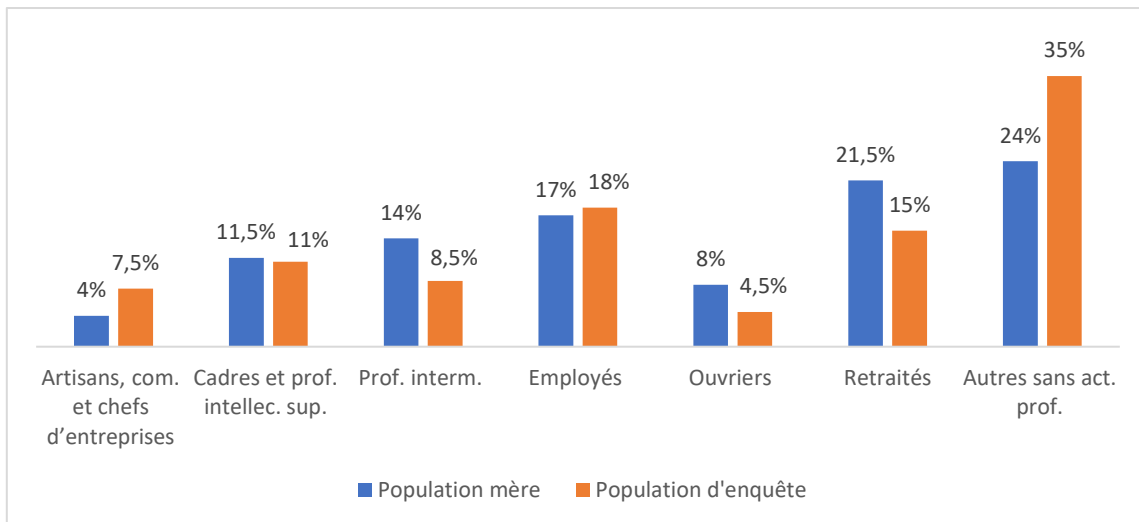
point d'étape était réalisé et le tableau d'échantillon progressivement rempli par caractéristiques sociographiques des personnes interrogées.

L'échantillon de population atteint correspond pleinement à celui de l'effectif visé au regard du sexe des personnes interviewées. Dans l'ensemble de la population mère des 5 villes étudiées, 54 % personnes sont des femmes et 46 % des hommes. Parmi notre échantillon, 53 % sont des femmes et 47 % des hommes. Le critère de l'âge a été également relativement bien respecté à l'échelle des 5 villes retenues. Seul un écart est à remarquer pour les 45-59 ans. Ceci peut s'expliquer par le fait que nous rencontrons plus souvent sur des actif·ve·s en pleine journée, que ce soit à proximité de leur lieu de travail ou bien dans leurs déplacements professionnels. À l'inverse, les plus de 75 ans figurent de façon légèrement moins importante dans notre échantillon proportionnellement aux données de population mère pour ce critère. Cela se confirme notamment par une sous-représentation du nombre de retraité·e·s parmi les personnes interviewées au regard des effectifs visés. Face aux fortes vagues de chaleur qui ont caractérisé la période de passation, ces personnes ont été moins enclines à répondre assez longuement à l'enquête proposée.



Enquête UMR Triangle Subjectivations et engagements climatiques (2019)

Quant aux professions et catégories socio-professionnelles, les personnes sans activité représentent à la fois le groupe d'habitant·e·s le plus important mais également le plus éloigné de l'objectif attendu. Moins contraints dans un temps immédiat et concordant à celui de l'enquête, les inactif·ve·s (hors retraité·e·s) sont apparus plus disponibles. De même, une surreprésentation des artisan·e·s, commerçant·e·s et chef·fe·s d'entreprise est décelable. Cela résulte notamment des cibles spatiales de l'enquête : des quartiers fort bien équipés en petits commerces, facilitant la prise de rendez-vous avec ce groupe de population. À l'inverse, les ouvrier·ère·s et les professions intermédiaires sont proportionnellement moins nombreux·ses par rapport aux populations mères alors que la concordance visée est atteinte pour les cadres et les employé·e·s.



Enquête UMR Triangle Subjectivations et engagements climatiques (2019)

Première partie – Les sensations et sentiments vis-à-vis du changement climatique en milieu urbain

Le premier temps de l'analyse revient sur les paroles et discours relatifs aux principaux effets ressentis du changement climatique et plus largement des bouleversements écologiques dans les villes enquêtées, avec une attention particulière portée à la manière dont les vécus s'inscrivent déjà dans des histoires personnelles et des mémoires locales (1.1), dont les mutations urbaines sont souvent invoquées, avec quelques variations selon les dynamiques des villes étudiées (1.2), et dont les manières de vivre voire les trajectoires résidentielles sont amenées à être ajustées en conséquence (1.3).

1-1 La perturbation des rythmes de saison et le rôle des évènements remarquables

70 % des enquêté·e·s (soit 76 personnes sur 110 répondant·e·s) expliquent observer des évolutions du climat dans les villes concernées. Seules 27 personnes disent ne pas observer de changement majeur, tandis que les 7 personnes restantes estiment ne pas habiter depuis suffisamment longtemps dans ces villes pour apprécier l'existence d'éventuels changements. L'observation s'avèrerait donc d'autant plus justifiée par les enquêté·e·s qu'elle s'inscrit dans le temps long du vécu.

Le bouleversement des saisons et l'oscillation brutale des températures sont considérés comme les premiers phénomènes constatés localement du changement du climat. Le rythme et la composition des saisons sont décrits comme altérés, ce que la plupart des enquêté·e·s évoque d'ailleurs à travers des histoires plus personnelles, ancrées dans les habitudes de vie. Les souvenirs d'enfance sont ici convoqués pour témoigner de ces évolutions remarquées. Surtout, ces perturbations sont décrites comme s'étant intensifiées récemment, en l'espace de quelques générations :

« On voit la différence. Par exemple, quand j'étais petite, au mois de septembre, il pleuvait, il faisait froid. Mais maintenant, déjà l'année dernière, l'été c'était la pluie, le froid... Ce ne sont pas de vraies saisons, ce n'est pas la même chose. Le printemps n'est pas comme d'habitude, l'automne non plus. C'est un grand changement car j'ai vécu cela. Vous, vous êtes jeune, vous ne l'avez pas vécu. Mais moi je suis née en 74 et quand j'étais petite, ce n'était pas la même chose : l'été, les journées étaient longues, on ressentait les vacances. Maintenant, les journées sont courtes, elles passent vite et le temps n'est pas pareil. Cela se voit que le climat a changé trop, trop, trop. [...] Quand c'est le printemps, on ne ressent pas le printemps ; l'hiver ; l'été, il y a le froid, il y a le chaud, on ne sait plus comment on doit s'habiller. Surtout les mois d'avril, de mai ; le mois de mai il a fait froid et avant ce n'était pas comme cela. » (Narbonne, Egassiairal, Homme, 30-44 ans, ouvrier)

Ce changement dans le rythme des saisons se traduirait par des variations surprenantes par leur soudaineté. De puissants orages et de fortes précipitations, souvent sous forme de grêles, font partie des phénomènes météorologiques les plus associés aux changements brutaux et extrêmes de températures. Une fois encore, les mémoires individuelles et collectives tendent à s'activer à l'évocation de ces souvenirs :

« *Quand on a des orages, ils sont très violents et c'est vrai que, depuis quelques années, ils ont monté en intensité. Là, on sent vraiment qu'il y a un impact climatique.* » (Toulouse, Capitole, Femme, 30-44 ans, étudiante)

Quelques différences locales apparaissent également présentes dans les discours des habitant·e·s, au prisme de différents sens comme la vue, le toucher ou l'ouïe. À Toulouse par exemple, l'observation visuelle de la fonte des glaciers des Pyrénées est devenue un indicateur de l'évolution climatique, tandis que le mistral qui soufflerait moins à Narbonne ou à Nîmes serait le signe d'autres changements remarquables. À Marseille et Narbonne, le déclin de la biodiversité est perceptible à travers le silence des oiseaux et des cigales :

« *Il me semble que les journées de mistral étaient plus fréquentes. En hiver, quand il fait froid, et que vous avez du mistral, c'est terrible. La famille de mon mari disait que nulle part on a plus froid qu'à Nîmes. Le froid ressenti, quand vous avez du mistral.* » (Nîmes, Pissevin, Femme, 75 ans et plus, retraitée)

« *Il y a vingt ans en arrière, on entendait les cigales. Maintenant, on ne les entend plus à la Clape. La biodiversité au bord des étangs, les libellules... Ce n'est plus visible comme il y a une décennie en arrière. C'est bien le signe que notre diversité a muté.* » (Narbonne, Razimbaud, Femme, 30-44 ans, employée)

Les soudaines ruptures d'ordre météorologique contrastent avec de longues périodes de sécheresse couplées à des épisodes caniculaires intenses. Ce phénomène et ses conséquences sur les cultures et les paysages ont davantage été énoncés par des Narbonnais·e·s. De façon récurrente, les environnements et les arrière-pays proches, ruraux et maritimes, constituent les principaux cadres spatiaux de référence pour évoquer les évolutions décrites du climat, et plus particulièrement dans les villes moins peuplées que sont Narbonne et Nîmes, où la distinction entre la « ville » et ses environs semble moins marquée dans le discours des habitant·e·s :

« *Je vois qu'il manque de pluie, cela se voit, surtout à Narbonne et dans les environs. Quand vous partez ailleurs, vous voyez que les plants sont séchés, ce n'est pas fleurissant. Cela a des effets sur l'agriculture : les fruits n'ont pas le même goût qu'avant, on le ressent. C'est trop différent.* » (Narbonne, quartier non communiqué, Femme, 30-44 ans, sans activité professionnelle)

Dès lors, si des bouleversements climatiques peuvent se produire à des échelles nationales ou supranationales, le changement climatique apparaît moins pour les habitant·e·s comme une abstraction relative à d'autres espaces planétaires que des phénomènes directement éprouvés dans la vie quotidienne au sein des villes enquêtées :

« *On est certain qu'il y a un changement. On voit des choses qui ne sont pas normales. Quand, en avril, il fait 30 degrés et en juin, il fait 12 degrés, et après, 40 degrés. Et je vous dis, on manque de pluies, alors que l'on est presque côtier, donc on devrait recevoir les pluies. Mais cela fait deux mois que l'on n'a rien eu. C'est très sec, on le voit le changement.* » (Narbonne, Cité, Homme, 45-59 ans, commerçant)

Dans ce registre, les épisodes de plus en plus étendus de chaleurs extrêmes appareillent nombre de discours, faisant appel à un registre d'énoncés propre aux opérations sensibles : les discours témoignent de ressentis directement attachés aux situations d'habiter l'urbain aujourd'hui.

1-2 La mise en cause directe des évolutions urbaines et des mutations métropolitaines (selon la taille des villes enquêtées)

L'évolution de ces ressentis est étroitement liée aux caractéristiques morphologiques des villes et aux dynamiques récentes de métropolisation qui traversent ces territoires. 76 % des habitant·e·s interrogé·e·s (sur 121 répondant·e·s) disent avoir remarqué des changements dans leurs cadres de vie et leurs environnements. Parmi les principales évolutions remarquées du cadre de vie, les habitant·e·s (pour 43 % d'entre elles et eux) notent principalement la densification. Celle-ci résulterait soit de la construction accélérée de nouveaux bâtiments de logements ou de bureaux, soit de la multiplication continue de zones de chantiers et de travaux :

« Je trouve qu'on construit beaucoup à Marseille. On construit énormément, énormément. En fait j'ai l'impression que... on le voit pas sur une année, mais si je regarde il y a 10 ans, c'était plus aéré en fait. [...] Dès qu'il y a un petit bout, on construit un bâtiment. » (Marseille, Saint-Barthélémy, Homme, 30-44 ans, ouvrier)

« Oui, Montpellier change très, très vite, et surtout construit énormément. On densifie, et on densifie tous les espaces libres qui existaient. Oui, là je pense qu'on va trop vite et trop loin. Et beaucoup de gens le ressentent, là, en ce moment. » (Montpellier, Ecusson, Femme, 45-59 ans, artisane)

Cette impression de densité, plus encore d'artificialisation, implique alors directement l'accroissement des populations, notamment : l'arrivée des touristes l'été, le mouvement permanent et la saturation circulatoire des espaces (ex : transports en commun et usages des voitures). Cela ne serait pas sans générer, en retour, des nuisances et des pollutions urbaines :

« Quand j'avais commencé mes études en 2007, mes études supérieures, on voit déjà des différences en termes de population, en nombre en fait. Avant le métro on voyait pas beaucoup de monde, on en voyait mais c'était voilà c'était correct. Et là au bout d'un moment il y a eu subitement énormément de monde où il fallait attendre plusieurs métros passer pour pouvoir entrer... » (Toulouse, Capitole, Femme, 30-44 ans, étudiante)

« Y'a de plus en plus de pollution, c'est évident. Le fait qu'il y ait plus de touristes, il y a mille fois plus de voitures. » (Marseille, Chartreux, Homme, 15-29 ans, étudiant)

Dès lors, l'urbanisation et ses dynamiques sont perçues et justifiées différemment suivant la taille de la ville. La réalisation de nouveaux projets urbains – comme la piétonnisation du centre-ville ou l'aménagement des quais à Narbonne et la construction du Musée de la Romanité à Nîmes – est présentée comme un rattrapage économique nécessaire pour rendre la ville plus attractive et attirer de nouveaux investissements. À Marseille, au contraire, les changements intervenus récemment, au premier chef ceux liés aux grands projets de la municipalité, participeraient, selon les habitant·e·s, d'une mise en tourisme et d'une gentrification des quartiers centraux, venant sonner le glas de ces lieux et de leurs populations :

« Ici, ça fait partie du projet Euroméditerranée [il pointe les nouveaux immeubles de la résidence où il habite, à Cabucelle], jusqu'à la Joliette, tout ça, c'est le projet Euroméditerranée. Les bateaux de croisières, ils s'arrêtent ici. En fait, ils ne montrent que la vitrine de Marseille. C'est-à-dire toute la côte-là, jusqu'au Prado. Tout a été refait, je sais pas si t'as vu. La corniche a été refaite, tout a été refait, toute la côte ! En fait, c'est juste une vitrine où vont passer les croisiéristes. » (Marseille, La Cabucelle, Homme, 45-59 ans, commerçant)

De manière récurrente, auprès des habitant·e·s interrogé·e·s, ces dynamiques urbaines encouragent la minéralisation des espaces publics et la disparition progressive d'espaces verts en centre urbain et en périphérie, évoquant pour certain·e·s, la fin de formes urbaines plus organiques. La métropole n'offrirait alors plus d'espaces de respiration ou de décompression :

« C'est animé mais ça fatigue mentalement d'être dans un endroit toujours entouré de plein de monde, où on n'a pas beaucoup... la nature, c'est ça le vrai espace de repos. Une ville, par définition c'est très minéral. Alors ça ne donne pas beaucoup d'espaces de repos, à part des parcs, un peu chez soi. Je pense que c'est bien pour un moment de sa vie mais on n'est pas fait pour vivre en ville entouré de béton, on n'est pas fait pour ça et ça joue beaucoup psychologiquement. » (Marseille, Quartier Nord, Homme, 15-29 ans, étudiant)

« Je vois beaucoup d'espaces verts qui disparaissent. [...] Heureusement il y a des arbres remarquables qui ont réussi à être sauvegardés. Sinon les promoteurs ratissent. C'est quelque chose qui m'attriste parce que je trouve qu'il y avait un côté rural à Toulouse qui est en train de se perdre. Il y avait un côté quartier. » (Toulouse, Capitole, Homme, 45-59 ans, profession intermédiaire)

Les milieux urbains de forte densité, à travers l'absence remarquable de véritables espaces de nature, constitueraient les lieux où les épisodes de canicules et de fortes chaleurs sont vécus et décrits comme de véritables épreuves pour une grande partie des citoyen·e·s rencontré·e·s. Ces phénomènes compliquent très directement et ostensiblement l'habitabilité des villes. Dans ce registre, le vocabulaire de l'asphyxie apparaît largement structurant :

« Mais ici, comme il fait chaud, vous risquez de tomber par terre. C'est un canyon. L'air ne circule pas. Ce changement, c'est malsain. Je pense qu'il devrait faire 10 degrés de moins. Et là, aujourd'hui, il doit faire 35 degrés, facilement. » (Nîmes, quartier non communiqué, Homme, 30-44 ans, sans activité professionnelle)

Et plus encore dans les villes les plus grandes de l'enquête :

« Après quand t'as des pics de canicule, c'est pas... agréable, tu suffoques, le métro, c'est un enfer, etc. Mais tu as quand même ce petit air marin qui te rafraîchit toujours un peu plus que quand t'es en pleine ville, en pleine fournaise où là, t'as pas d'air du tout... » (Marseille, Vauban, Femme, 15-29 ans, profession intermédiaire)

« Marseille dans le centre-ville, l'été c'est ce que je disais mais je sais pas si tu as vu la chaleur qui faisait, si y a pas d'air c'est à mourir. La chaleur le soir, même les murs qui ont emmagasinés la chaleur, il fait très, très chaud à l'intérieur. Nous on a de la chance parce de ce côté-là on a des arbres mais de l'autre il fait très, très chaud. » (Marseille, quartier non renseigné, Femme, 45-59 ans, profession intermédiaire)

À Toulouse, l'été, *« ça peut être trop chaud, trop étouffant »*. (Toulouse, Rangueil, Homme, 45-59 ans, artisan).

Au-delà de la seule sensation de suffocation, l'augmentation de la température participerait, dans les discours recueillis, à la concentration de particules polluantes dans l'air, ce qui, dès lors, relierait l'asphyxie ressentie aux questions de santé. Des Marseillais·e·s et des Toulousain·e·s racontent avoir contracté de l'asthme depuis leur arrivée en ville et faire régulièrement des crises en période de canicule. Elles et ils racontent la rudesse de la vie urbaine durant l'été, qui n'épargne pas les habitant·e·s de Nîmes ou de Narbonne :

« Moi aussi, je suis asthmatique et le changement du climat m'épuise. Cela fait deux jours que je prends des médicaments et je ne suis pas bien. Je suis asthmatique et

allergique. Des fois j'ai des crises d'asthme. Ce matin j'ai pris une bouffée de Ventoline, c'est épuisant. » (Narbonne, Saint-Jean Saint-Pierre, Femme, 30-44 ans, sans activité professionnelle)

Néanmoins, quelques nuances sont à apporter à de telles subjectivations par les ressentis du dérèglement climatique. L'âge et les conditions physiologiques peuvent accroître les sensations d'étouffement et même renforcer un état de fatigue continue lors des épisodes caniculaires. Des parents expliquent également s'inquiéter pour l'état de santé de leurs enfants asthmatiques. Plusieurs personnes âgées des différentes villes enquêtées ont raconté avoir souffert physiologiquement de la canicule et pour quelques-un·e·s avoir dû fréquenter à de multiples reprises les urgences des hôpitaux de leurs villes. En cause, des déshydratations sévères et des pertes de conscience, comme l'évoque une habitante de Marseille à propos des problèmes de santé de son mari :

« Mon mari a eu des syncopes, il a perdu connaissance et c'est les pompiers qui l'ont relevé [...] – Pendant la canicule ? – L'année dernière oui. Oui, et le docteur est venu, il a dit Madame X il faut beaucoup boire. Et quand on l'emmenait d'urgence, on l'a amené, il était cinq heures de l'après-midi, on est ressorti de l'hôpital avec mon fils aîné, il était 10 heures du soir. Et là on le gardait à l'hôpital, il avait perdu toutes ses selles, il avait commencé à délirer. » (Marseille, Noailles, Femme, 75 ans et plus, retraitée)

Par ailleurs, au titre des quelques rares différences pointées, les ressentis du changement climatique en milieu urbain sont également variables selon les trajectoires résidentielles des habitant·e·s rencontré·e·s. Ainsi, une partie des enquêté·e·s est venue habiter dans le sud de la France afin de profiter toute l'année du climat méditerranéen, et plus seulement le temps des vacances. Elles et ils acceptent donc plus volontiers les périodes de fortes chaleurs. Pour ces habitant·e·s, la chaleur est alors recherchée, valorisée et évocatrice d'un style de vie méridional. L'accès facilité à quelques espaces littoraux de rafraîchissement y contribue largement :

« Le soleil favorise le bien-être, les gens sont dans une dynamique plus ouverte, le moral va mieux bien que les difficultés n'ont pas diminué. Les gens sont plus ouverts, moins énervés, ils relativisent un peu plus. C'est le soleil qui fait cela. » (Narbonne, Saint-Jean Saint-Pierre, Homme, 45-59 ans, retraité)

« Oui, oui c'est agréable d'y habiter. Et les raisons, c'est la mer, pouvoir aller à la plage. Je reviens à l'eau à chaque fois (rires). Pouvoir aller à la plage, et là dans les petites rivières. On a les rivières pas loin, il y a le Lez... ça reste des choses qui restent gratuites. » (Montpellier, Castelnau-le-Lez, Femme, 30-44 ans, employée)

Quelques habitant·e·s rencontré·e·s, originaires d'autres villes méridionales et notamment nord-africaines, reconnaissent avoir incorporé et progressivement intégré les effets de la chaleur. Si elles et ils disent ressentir cette chaleur, elle n'est pas vécue comme étouffante, mais serait, à l'extrême inverse, bienfaitrice. Au pire, les fortes chaleurs les conduiraient à adapter quelque peu leurs habitudes et à faire évoluer leur rythme de vie.

1-3 Les effets sur les manières de vivre et les projets résidentiels

Comme les conséquences sur la santé l'annonçaient, ces différentes évolutions climatiques et environnementales directement ressenties au travers des mutations spatiales ne sont pas sans quelques conséquences insidieuses sur les corps. Les bouleversements climatiques perçus conduisent à une perte de repères dans les comportements les plus quotidiens tels que

l'habillement. Plus encore, les chaleurs ralentissent les organismes et fatiguent les corps. Dans les villes enquêtées, la chaleur reste élevée la nuit, compliquant les temps de sommeil, ce qui tend à rendre les canicules en milieu urbain encore plus éprouvantes, comme le relate une habitante de Marseille :

« Oui, c'est horrible parce qu'il fait très chaud la journée, il fait très chaud la nuit, donc tu peux pas dormir, donc t'es crevé. [...] Et les prévisions n'étaient pas si claires que ça. À la limite, si on te dit qu'il va faire chaud vendredi, et que samedi, il y a un orage, ça rafraichit. Tu tiens vendredi, et puis c'est bon. Mais quand on commence à te dire, attention, déjà mardi, il fait super chaud, mercredi, il fait super chaud, et vendredi ce sera terrible, et après, on ne sait pas, peut-être que ça reviendra à la normale mardi. Là c'est dur à vivre. » (Marseille, Noailles, Femme, 45-59 ans, profession intellectuelle supérieure)

Les chaleurs inquiètent notamment pour la santé des plus fragiles comme les personnes âgées ou les enfants en bas âge, particulièrement à Nîmes et Narbonne :

« Tout le monde vit difficilement cette chaleur. Pour nous, ça va. Mais pour les personnes cardiaques, les personnes âgées qui sont seules et isolées, les bébés qui ne peuvent pas s'exprimer, ça doit être encore plus éprouvant pour eux. » (Narbonne, Razimbaud, Femme, 30-44 ans, employée)

En fait, pour une majorité des habitant·e·s rencontré·e·s (56 % de 96 répondant·e·s), le changement climatique et, en particulier, l'augmentation significative de la température estivale influent très directement sur leurs manières de vivre. En s'intéressant plus en détails à leurs pratiques ordinaires, toutes et tous semblent développer quelques tactiques pour y faire face. Cette idée est manifeste notamment à travers l'adaptation, tant dans le temps du quotidien qu'à une échelle beaucoup plus fine, celle du mouvement et du rythme des corps.

On a tendance à se coucher plus tard pour se lever plus tôt afin de profiter des heures les plus fraîches de la journée. Les volets et les fenêtres sont fermés en journée. Les courses et les sorties nécessaires sont concentrées le matin, tandis que les loisirs et les sorties en ville occupent davantage les soirées. On pratique généralement moins d'activités sportives. On mange plus léger et on se laisse plus des temps de repos dans le cours de sa journée :

« Pour moi, l'été, ça ralentit un peu tout, ça ralentit tout mon programme du coup. L'hiver quand je suis ici et que la journée je suis en ville, je m'active, j'ai plein de trucs à faire, plein de cours, plein de rendez-vous, plein de choses à voir ... Et je sais que l'été je prévois 1 heure entre chaque truc parce qu'il faut que je me repose et que je me refroidisse un peu. » (Toulouse, Capitole, Femme, 30-44 ans, profession intellectuelle supérieure)

Ainsi, les temps ordinaires sont remaniés pour les accorder et les adapter aux besoins vitaux :

« En ce moment, c'est particulier donc là, y'a eu quelques jours, où je sortais à 6h du mat' pour rejoindre un vieux copain qui a un traitement un peu lourd, qui ne supporte plus la chaleur. Donc on sort le matin, à 6h du mat' pour marcher, pour profiter de l'extérieur. Je veux dire moi c'est la première fois que je sors à 6h du mat pour marcher. Jusqu'à maintenant, c'était pas la peine. » (Marseille, Noailles, Femme, 60-74 ans, retraitée)

En période de fortes chaleurs, certains rythmes devraient être rendus plus souples, comme le préconise par exemple un habitant de Toulouse :

« Les horaires de bureau aujourd'hui ne sont pas adaptés. On continue à travailler de la même manière, qu'il fasse chaud ou froid, qu'il pleuve ou qu'il vente alors que

notre rythme physiologique devrait s'adapter à la réalité du climat. » (Toulouse, Capitole, Homme, 45-59 ans, cadre)

Toutefois, 68 % sur 113 répondant·e·s déclarent trouver leurs villes agréables durant l'été : ils relativisent la chaleur et son impact sur leurs styles de vie. La proximité de points de rafraîchissement, déjà évoquée, et les activités culturelles et de loisir proposées par les municipalités y contribuent grandement. Certain·e·s habitant·e·s auraient aussi une capacité à « s'habituer », à s'adapter et à incorporer ces modifications. Les entretiens réalisés avec des habitant·e·s ayant grandi dans des villes d'Afrique du nord, principalement d'Algérie et du Maroc, mettent justement en avant de tels mécanismes. C'est ce qu'explique une habitante de Toulouse, arrivée en France il y a 4 ans :

« Oui, oui exactement, je fais comme là-bas ici alors ça ne change rien [...] j'ai l'habitude de vivre dans ce climat alors ça me dérange pas du tout [...] Oui, et bah je sors le matin, je fais les courses, j'ai des rendez-vous médicaux chez le médecin, je fais ça, je fais ci... Je me balade un peu surtout la fin de l'après-midi lorsqu'il commence à faire frais un peu oui, donc c'est tout. Je rentre à la maison, je fais le manger et puis voilà. C'est comme ça la routine (rires). » (Toulouse, Bagatelle, Femme, 60-74 ans, sans emploi)

Mais les rythmes ne sont pas les seules variables d'ajustement pour résister aux canicules urbaines. En demandant aux personnes enquêtée·e·s si les projections qu'elles et ils ont des conditions d'habitabilité urbaine à venir pourraient les conduire à d'autres changements, 25 d'entre elles et eux (soit environ 30 % sur 86 répondant·e·s) s'imaginent déménager dans d'autres régions françaises – montagneuses ou *a priori* plus épargnées comme la Bretagne – ou à la « campagne ». Si ce phénomène de migration climatique reste globalement marginal dans les entretiens, il se retrouve dans l'ensemble des villes étudiées, ainsi que dans toutes les générations confondues ; il s'agit moins d'un « retour à la nature », que d'une volonté de fuir les fournaises urbaines :

« On pense à déménager surtout, et là de plus en plus. On est en train de chercher une maison à l'extérieur de Toulouse pour aller plus vers la campagne. C'est trop étouffant ici. » (Toulouse, Bagatelle, Femme, 30-44 ans, employée)

« Clairement j'aimerais bien vivre à la campagne. Là où il fait plus frais. Aussi pour la pollution car on respire vraiment un air qui est pas top ici. » (Montpellier, Figuerolles, Femme, 15-29 ans, étudiante)

Enfin, à ce stade, mentionnons que les observations et ressentis du changement climatique en milieu urbain ne sont pas sans générer des sources d'inquiétudes et d'angoisses. Plus des 2/3 des habitant·e·s rencontré·e·s se disent être affecté·e·s émotionnellement par le changement climatique. Quelques sentiments sont structurants dans les discours : le doute, la crainte, la colère :

« Ça me touche énormément, je suis triste, ça me met en colère parfois. Quand tu te dis que tu peux rien y faire mais que ça va être dur, qu'il va falloir vraiment s'y mettre tout de suite, ça me rend surtout triste. Parfois on se dit qu'on est presque dans une impasse quoi. » (Marseille, Quartier Nord, Homme, 15-29 ans, étudiant)

« J'ai un jardin depuis 7 ou 8 ans et oui je dois plus arroser mes oliviers [...]. Ça, par contre, le manque d'eau, ça me fait terriblement peur. » (Marseille, La Cadière d'Azur, Homme, 45-59 ans, cadre)

Ces craintes ne sont pas toujours uniquement rabattues sur leurs propres existences, mais participent d'une compassion pour autrui, par exemple les populations contraintes à migrer.

« Ce qui m'inquiète, c'est l'avancée des déserts. Les retombées sur les peuples. Sur les populations qui vont être confrontées à des sécheresses, à des pénuries alimentaires. »
(Nîmes, Pissevin, Femme, 75 ans et plus, retraitée)

Ces craintes concernent aussi les dites générations futures :

« Bien sûr, bien sûr, j'ai quatre enfants, qu'est-ce qu'on va leur laisser quand même ? Mais bon c'est pas d'aujourd'hui, ça fait pas mal d'années que ça dure, on commence à peine à se réveiller maintenant. » (Marseille, Quartier Nord, Homme, 15-29 ans, étudiant)

Il est ainsi manifeste que les effets du changement climatique s'inscrivent déjà dans les trajectoires de vie. Les observations sont ancrées dans des vécus urbains de mutation métropolitaine. Elles suscitent de puissants ressentis, impliquant les individus dans une épreuve climatique. Il en découle une sensation généralisée d'incertitude au regard d'une situation qui paraît leur échapper, et révèle aussi un fort sentiment d'impuissance face aux causes présumées des évolutions observées du changement climatique et les manières de s'y confronter voire de s'y opposer. Elles ne sont pas sans interroger un contexte particulier de l'action publique aujourd'hui, comme plus largement de l'agir politique.

Deuxième partie – Les mutations territoriales et les politiques publiques très largement questionnées

Nous venons de voir en quoi les ressentis du changement climatique contribuent à transformer les rythmes de vie, les pratiques quotidiennes et les projets résidentiels. Nous avons vu qu'ils suscitent de nombreuses inquiétudes, comme des craintes pour certaines populations jugées vulnérables et les générations futures, mais aussi des sentiments de craintes, d'impuissance et de colère. Or, ces affects naissent dans les lieux fabriqués par des grandes politiques urbaines (2.1), en réaction aux fonctionnements institutionnels et cadres programmatiques de l'écologie politique (2.2), ou encore dans des rapports sociaux de justice renouvelés face au gouvernement des conduites (2.3). La pente affective semble-t-il engagée par le changement climatique, c'est-à-dire l'orientation individuée des percepts et pratiques en réaction aux ressentis climatiques, serait donc confrontée au contexte politique de l'agir. Ce dernier est pensé par les habitant·e·s comme un cadre qui détourne voire limite les possibilités réelles d'action efficace pour le climat et plus largement pour l'écologie.

2-1 La dégradation du bien-être en ville par les grandes politiques urbaines

Critique des politiques d'urbanisation : densification et artificialisation des sols

Pour une cinquantaine d'habitant·e·s, les mutations urbaines et métropolitaines ont des effets tangibles et néfastes sur les qualités de vie. L'urbanisation du milieu de vie est jugée responsable de l'altération des ressentis urbains :

« Oui. Je pense que c'est surtout lui, c'est surtout l'urbain, qui draine le plus en fait. Qui emmène le plus de... qui alimente beaucoup ce type de pollution, ce type de changement. Parce que pour faire vivre une ville, il en faut hein ! Il en faut de l'électricité, il en faut de... Ouais, c'est l'urbain. C'est l'urbain, c'est la faute de... tiens, je n'y avais jamais pensé à ça, la ville. » (Montpellier, Ecusson, Homme, 45-59 ans, profession intermédiaire)

Le rôle spécifique de l'urbanisation dans les altérations écologiques et climatiques demeure généralement appréhendé à l'aune des sensations de saturation (par l'hyper-concentration des personnes et des activités) et de suffocation (par les pollutions de l'air induites). L'urbanisation participerait au renforcement des effets d'îlots de chaleur, clairement mis en évidence par les habitant·e·s :

« En fait, c'est l'habitat, le bureau... tout ça qui génère un réchauffement. [...] je sais pas, je pensais au nouveau cinéma de la Joliette. J'y suis allé en vélo, là, en juin. Ils ont minéralisé plein de surfaces, des couleurs assez claires en plus, ça réverbère beaucoup et ben là je me suis dit c'est désagréable, ils ont mis des espèces de plates bandes plantées d'arbustes. En fait je me dis y aura jamais d'ombre à cet endroit-là forcément ça va faire une accumulation de chaleur. Donc c'est juste qu'à un moment donné on a mis des matériaux, qui vont engranger de la chaleur et difficilement la restituer. Donc ça fait des fours quoi, un autre nouveau four. » (Marseille, La Cabucelle, Homme, 45-59 ans, artisan)

Plus précisément, deux facteurs de dégradation écologique des milieux de vie urbains sont pointés par les enquêté·e·s derrière le phénomène d'urbanisation : d'une part, la densification

des villes avec la minéralisation induite, et d'autre part, l'artificialisation des sols avec la destruction de l'habitat écologique.

La densification du bâti affecterait notamment les perceptions climatiques et les sensations de bien-être, particulièrement durant les vagues de chaleur intenses comme celles qui se sont produites en juin et juillet 2019 :

« De par l'architecture de la ville, il y a des avantages et des inconvénients. Vu que tout est recentré, ça fait très fermé, et on a très vite très très chaud. La canicule, elle se fait ressentir, c'est un truc de malade. Là aujourd'hui il fait 40°C, et c'est vite chiant. » (Toulouse, Capitole, Homme, 15-29 ans, employé)

L'artificialisation des sols, entendue par les habitant·e·s comme une minéralisation au détriment des espaces de nature, est également critiquée pour ses effets sur le quotidien. Cette artificialisation des sols aurait pour conséquence la destruction de l'habitat d'espèces animales, notamment par la disparition de nombreux espaces verts et de franges non construites.

« En ville, dès qu'il y a un morceau de terrain, on construit. On construit, du béton, du béton, du béton. Donc c'est vrai que la nature, elle a plus sa place à force. » (Nîmes, Grézan, Femme, 60-74 ans, retraitée)

Or, ces phénomènes de densification et d'artificialisation sont surtout observés dans les grandes villes (près de la moitié des répondant·e·s de Marseille, Toulouse et Montpellier), au point de susciter de l'inquiétude chez les enquêté·e·s :

« Il faut lutter contre les îlots de chaleur parce que ça, ça va être un vrai problème dans les années futures. Surtout dans les quartiers comme ça où c'est juste des barres d'immeubles, je pense qu'il y va y avoir des petits problèmes, il va faire très très chaud je pense que ça va devenir insupportable. » (Toulouse, Rangueil, Femme, 45-59 ans, employée)

Dans les communes de taille plus moyenne, comme Nîmes et Narbonne, l'aménagement des espaces publics est fréquemment cité par leurs habitant·e·s comme la source principale de ces métamorphoses urbaines. Ce constat vient nuancer ces ressentis péjoratifs sur l'environnement urbain et traduirait au contraire dans les discours une amélioration des conditions de vie dans ces villes a priori moins grandes et polarisées :

« Ils ont installé un peu plus d'arbres, ce qui fait qu'en ville c'est plus frais. Avant, le long des berges, il n'y avait pas autant d'arbres. Avant c'était insupportable, là à l'ombre des platanes, c'est beaucoup plus agréable. » (Narbonne, Cité, Femme, 15-29 ans, employée)

Bien plus rarement, pour une douzaine de personnes interrogées, des ressentis d'amélioration des cadres de vie ou environnements locaux ont été exprimés. Pour ce fragment de la population d'enquête, les autorités urbaines auraient déjà entamé leur virage écologique. Ces habitant·e·s font état des efforts réalisés par leur ville, essentiellement à Narbonne, pour l'amélioration la qualité des aménagements publics et espaces culturels :

« Au fur et à mesure, la ville s'est embellie. Ils ont refait les quais, ils sont en train de faire un musée (c'est vrai que cela ne m'intéresse pas trop, mais bon, je ne vois pas l'intérêt du musée)... Si, si c'est bien, ils ont fait, là-haut, un parc des expositions plus beau, plus grand. Il y aussi le coin piscine, le coin bowling... » (Narbonne, Saint-Jean Saint-Pierre, Homme, 45-59 ans, retraité)

D'autres invitent même à amplifier ces démarches écologiques et persévérer dans cette voie :

« Bah je pense que ça c'est déjà en place, avec comme je vous le disais tous les nouveaux quartiers qui se construisent, ils se construisent sur des modes d'écoquartiers, avec des commerces de quartier, avec des espaces verts, etc. Donc ça je trouve ça déjà super. Et... bah je pense qu'à terme ce serait bien de limiter au maximum les voitures en fait. Parce que Montpellier c'est vrai que c'est une ville qui est super bien desservie niveau tramway, et je pense qu'on peut encore mettre l'accent là-dessus. » (Montpellier, Rives du Lez, Femme, 15-29 ans, étudiante)

Ces constats plus positifs restent néanmoins à relativiser, car en plus d'être en nombre très limités, ils s'inscrivent souvent dans une comparaison avec d'anciens lieux de vie où les pouvoirs locaux témoignaient selon elles et eux de fort peu d'intérêt sur les questions écologiques :

« J'ai pas vraiment senti ça, enfin, parce que là d'où je viens, vraiment, on ne parle pas de pollution, on peut pas vraiment faire la comparaison d'ailleurs, mais, c'est super sain par rapport à l'Algérie. C'est pas juste par rapport aux voitures, mais tous les endroits, toutes les gestions d'ordures... En Algérie, j'habite au Nord, près de la capitale, en Kabylie. Mais c'est le cas pour toutes les villes algériennes, hein. Il y a moins d'espaces verts, c'est une vérité, il y a pas de parcs, mais si on part dans les montagnes ou dans les villages, là on en verra. Il y a des endroits beaux à voir, mais dans les villes il y en n'a pas trop. » (Toulouse, Rangueil, Homme, 15-29 ans, étudiant).

Des politiques économiques écologiquement destructrices : le tourisme de masse et les projets d'attractivité métropolitaine

Derrière la critique de l'urbanisation, les habitant·e·s reprochent les priorités des pouvoirs urbains et des politiques urbaines. Une question sur les enjeux incombant à ces pouvoirs et politiques a été posée aux enquêté·e·s et même si elle ne traitait pas directement d'aspects écologiques et climatiques, il en ressort néanmoins que les habitant·e·s manifestent largement de nombreuses attentes vis-à-vis de leur ville pour endiguer les conséquences humaines et sociales, écologiques et économiques du changement climatique : développement de l'offre de transports en commun et de mobilités douces, naturation du cadre de vie et végétalisation de l'espace public, dynamisation et diversification de l'offre économique locale.

A l'unanimité des habitant·e·s, les villes ne sont pas suffisamment engagées dans des politiques de lutte et, moins attendu dans les discours, d'adaptation aux effets des altérations écologiques et climatiques. Dès lors, si les villes ne sont pas directement pointées comme les principales responsables historiques des bouleversements climatiques et écologiques, il ressort indéniablement qu'elles ont, de ce fait de l'inaction, un poids négatif sur l'environnement. Ces imputations urbaines ont été considérablement développées par les répondant·e·s à partir du moment où l'interrogation *« Pensez-vous que les fonctionnements urbains peuvent, eux aussi, participer du changement climatique ? »* était clairement posée.

Un des principaux domaines dans lesquels la ville devrait (s')investir plus directement, demeure le développement et l'amélioration des réseaux de transports en commun et des mobilités douces. Ce type de mesure souhaitée par les enquêté·e·s traduit les sources de nuisances propres au trafic automobile dans les villes comme la pollution aux particules fines, la détérioration de la qualité de l'air et l'exposition aux bruits. Il s'agirait également, c'est à noter, de libérer l'espace nécessaire aux espaces verts afin de proposer des zones de respiration et d'aération en ville, et non d'aménagements, même prétendument écologiques.

Or, les habitant·e·s rencontré·e·s pointent la préférence accordée aux politiques de développement local plutôt qu'aux politiques de lutte contre le changement climatique (ou, dans une bien moindre mesure, d'adaptation). Les enquêté·e·s identifient à cette aune des contradictions entre, d'une part, des prises d'engagement public pour la défense de l'environnement et, d'autre part, la poursuite d'objectifs économiques liés aux domaines de la construction immobilière et de l'aménagement :

« Ah il y a quelque chose que je reproche : ils font trop d'immeubles. Je trouve que l'urbanisation prend de plus en plus et même dans des quartiers comme Les Hauts de Narbonne ils rasant la colline avec des entreprises très connues sur Narbonne. [...] Ils détruisent les collines, les montagnes pour faire de plus en plus de logements. Partout, dès qu'il y a un terrain de libre, ils mettent des immeubles. Je trouve qu'à un moment donné, c'est paradoxal : on veut s'engager pour la nature et l'écologie et, en même temps, on détruit, on détruit, on détruit. Cela veut dire aussi pour les animaux que l'on détruit leurs habitats naturels dans les garrigues [...]. On déforeste, on enlève et l'on construit. Je trouve que c'est trop. Je suis une passionnée des animaux et de la nature, et je trouve qu'il faut des logements, mais construire sur chaque mètre carré de libre, c'est dommage. Dès qu'il y a un mètre carré de libre, ils font des habitats : c'est le business. » (Narbonne, Quai de Lorraine, Homme, 45-59 ans, employé)

Les politiques urbaines relèveraient essentiellement de logiques économiques d'attractivité et de rayonnement national voire international, particulièrement au sein des métropoles comme Toulouse et Marseille. L'expansion des villes est donc à relier à ces dynamiques de captation de nouveaux capitaux qui découlent notamment du développement d'activités propres au tourisme, comme le représente bien le cas de Marseille :

« Je me souviens des bagarres il y a 10 ans en arrière justement, parce que Monsieur Gaudin voulait sa part de biscuit à ce sujet, le tourisme, et il en train de réussir son coup, quoi ! C'est pas le tourisme. C'est le tourisme de masse, c'est-à-dire des millions de gens par trimestre. Et donc tout ça, ça marche avec une pollution évidente. » (Marseille, La Plaine, Homme, 60-74 ans, cadre)

Ce type de politiques, qualifiées d'emblématiques des constructions métropolitaines, traduirait, certes des velléités de concentration d'activités lucratives, mais aussi, selon les enquêté·e·s, une absurdité du nombre de projets urbains réalisés sans prendre en compte les facteurs du bien-être. Or, ces derniers reposent beaucoup dans les discours sur la place accordée au végétal ainsi que sur la décélération attendue des comportements contemporains :

« Au niveau des constructions, ma collègue de l'hôpital me disait qu'à l'entrée, il y avait des arbres, c'était ombragé et va comprendre pourquoi, ils ont tout rasé. Maintenant, c'est tout en béton, des bancs, déjà c'est moche, ils ont rajouté du goudron. Les gens ne vont pas se poser là, car le midi, il fait 8000 degrés. Elle dit qu'il y avait des palmiers, il y avait de l'ombre, les gens prenaient plaisir à aller à cet endroit-là. Aujourd'hui, c'est désertique. Ça leur a coûté plus cher que laisser le truc en l'état. Des fois, tu te rends compte qu'il y a des mesures qui sont prises, mais tu te demandes si les gens, ça été un minimum pensé. Mais même pour plein de trucs, on se complique la vie, c'est moins bien, sur du long terme, ou pour tout de suite, c'est moins bien. » (Marseille, Vauban, Femme, 15-29 ans, profession intermédiaire)

2-2 Un manque général d'ambition et de volonté politiques sur les enjeux climatiques et écologiques

Quelle place pour l'écologie dans le système politique ?

Pour les personnes interrogées, la transition écologique nécessiterait une prise en main forte de la part des Etats, des gouvernements et des partis politiques, à l'échelle municipale, nationale et mondiale. La moitié des habitant·e·s (sur 113 répondant·e·s) les citent comme les principaux acteurs devant agir en priorité pour limiter les effets du changement climatique. Au regard de l'urgence climatique, l'écologie devrait davantage être un sujet saisi par celles et ceux qui gouvernent, en vertu des pouvoirs législatifs et plus largement décisionnaires que leur confèrent leurs fonctions. Les causes et les effets seraient connus de longue date et documentés des apports scientifiques. Une bonne fraction d'entre elles et eux pointent toutefois également l'impuissance de celles et ceux qui gouvernent à faire face à ces défis contemporains.

Ces enjeux contemporains devraient davantage susciter réactions et prises de décision, à commencer dans les partis politiques dits écologistes. Pour une partie des personnes rencontrées, l'engagement écologique dans des votes récents aux élections nationales et européennes en faveur de ces partis, en attesterait : envoyer un message politique de changement de cap. Mais, de manière générale, voter pour ces partis ne présenterait pas de réelle différence avec d'autres partis de l'échiquier politique. Certain·e·s estiment que les propositions faites par ces partis manqueraient de radicalité. Ces partis n'oseraient pas faire de choix qui exigeraient trop de « sacrifices » au regard d'une définition ambitieuse de la qualité de vie, car cela pourrait mécontenter une partie de sa base électorale voire les milieux d'affaires :

« Quand on me dit qu'on doit passer par de la politique et de la prise de décision politique, et quand je vois le niveau de conscientisation des hommes politiques, c'est-à-dire zéro sur ces questions-là. Y compris Jadot (elle souffle, désespérée). Les Verts, c'est pas eux qui vont nous sortir de là. Parce que ça ne va pas à la racine du mal... » (Marseille, Noailles, Femme, 45-59 ans, profession intellectuelle supérieure)

Pour ce faire, quelques habitant·e·s soutiennent notamment l'idée que l'écologie ne devrait pas se résumer à un seul parti politique ou être une thématique plus largement défendue par la gauche. Au contraire, elle devrait faire l'objet d'une préoccupation transversale, au croisement des politiques sociales et économiques, par les questions de justice sociale :

« Moi, l'écologie et le social, si ça ne va pas ensemble, ça sert à rien. C'est quand on demande aux gens des efforts par rapport à la nature, penser aussi aux conséquences que ça peut avoir sur leur vie sociale. Et quand on leur demande des efforts, réfléchir sur certaines mesures, il suffit pas de dire, il faut faire. Il faut aussi voir s'ils en sont capables. Il faut les aider financièrement. » (Marseille, Opéra, Homme, 60-74 ans, retraité).

Quel intérêt des et pour les discours des partis écologistes ?

Le manque de réactivité politique a pu être justifié par le dépassement des acteur·rice·s politiques devant l'ampleur du problème, derrière, en trompe-l'œil, un discours de maîtrise. Ainsi, l'écologie se résumerait à quelques discours de façade, se limitant à certains effets de tribune, souvent peu suivis d'engagements concrets. Une vingtaine d'habitant·e·s rencontré·e·s considèrent même un défaut plus général des politiques urbaines écologiques

qui se limiteraient essentiellement à de la communication (sur les politiques urbaines) ou de la sensibilisation (des habitant·e·s) :

« Les politiques ne font qu'accompagner, ils sont impuissants à l'extrême aujourd'hui. Ils accompagnent juste un mouvement qui les dépasse. Ils sont infoutus de réfléchir différemment à l'économie, à la création de la valeur, à la mesure de la richesse. C'est catastrophique. » (Marseille, Noailles, Femme, 45-59 ans, profession intellectuelle supérieure)

Cette politique du faux-semblant se déploie à grand renfort de stratégies communicationnelles, pour tenter de séduire un nouvel électorat. L'écologie, parée de toutes les vertus, participerait dès lors du climat de défiance vis-à-vis des acteur·rice·s politiques institutionnel·le·s : les engagements pris, considérés comme des demi-mesures voire allant à contre-courant de l'opinion, révéleraient une faible volonté de changement :

« On nous fait croire, « écologie ! écologie ! », mais les plus grands conseillers de Macron et ses amis, ce sont des conseillers en communication pour les grandes entreprises de plastique en barre, à Oman ou au Qatar, avec le pétrole. Ce sont des lobbys, les industries. » (Nîmes, centre-ville, Homme, 30-44 ans, profession intermédiaire)

« Ça fait des années, depuis que je suis gamine, qu'on entend dire que ça va pas et que c'est l'urgence. Mais l'urgence se rapproche jusqu'à devenir... irréversible. Et on ne fait rien. Et pour ça, je pense aux gens d'en haut. C'est-à-dire que... on a beau être des milliers à se sentir engagés... et pourtant, y'a des mesures qui sont prises qui paraissent carrément à l'opposé... On parle du glyphosate, ça fait des années qu'on essaye de lutter contre et comme, par hasard, c'est toujours pas réellement interdit. Y'a énormément de choses comme ça qui paraissent insensées, mais qui... parce que pour des raisons financières. C'est une histoire de grandes firmes qui ont le pouvoir... et tout ça, on le sait. Tout le monde le sait et rien n'est fait, donc, oui, évidemment, il y a une forme d'injustice. » (Montpellier, Figuerolles, Femme, 15-29 ans, étudiante)

Dès lors, sous l'angle politique du moins, le terme « écologie » se voit teinté négativement pour un fragment minoritaire des enquêté·e·s : ils et elles sont dorénavant méfiant·e·s par rapport à la manière dont le terme est utilisé par les décideur·euse·s politiques. Certain·e·s ne se disent pas dupes et restent attentif·ve·s aux potentiels détournements et pertes de sens que le terme, tiraillé, connaît aujourd'hui : l'écologie est décrite comme dévoyée pour flatter des intérêts politiques et économiques convergents, se pliant aux marchés financiers, à la recherche de nouvelles marges de profit à travers des projets dits verts ou de *greenwashing*. Le terme évoquerait désormais des discours bien-pensants, parmi ces termes devenus « à la mode » (Toulouse, Rangueil, Femme, 60-74 ans, retraitée), vidés de leur contenu transformateur pour embrasser d'autres desseins plus capitalistes. L'écologie résonnerait désormais, aux oreilles de quelques enquêté·e·s, comme un terme venant renforcer un sentiment de défiance à l'égard des politiques :

« C'est beaucoup de récupération, beaucoup de bien-pensance. C'est mon avis tranché. Pour moi, le seul vrai moyen de faire quelque chose, c'est de tout arrêter ! Les bêtes sont nourries avec du soja. On a déforesté l'Amazonie pour nourrir toutes les bêtes du monde. C'est que des farines à base de soja. Aujourd'hui, pour remplacer le pétrole, à quoi on pense ? À planter des kilomètres et des hectares de colza pour raffiner des pétroles [il insiste, sarcastique] naturels. » (Marseille, La Plage, Homme, 15-29 ans, sans activité professionnelle).

À ce titre, une dizaine d'habitant·e·s rappellent enfin l'influence du lobbying des industriels et grands acteurs de l'économie dans l'absence de prise de décisions écologiques. C'est pourquoi, elles ou ils se révèlent particulièrement sensibles au fait que les acteur·rice·s politiques *a minima* montrent l'exemple en matière de comportements vertueux : au lieu de perpétuellement culpabiliser le moindre faux pas dans les pratiques ordinaires, des habitant·e·s souhaiteraient voir leurs élu·e·s faire preuve d'attitudes moins dispenseuses. Même une figure populaire largement médiatisée telle que Nicolas Hulot prônerait des engagements qu'il ne suivrait pas lui-même.

2-3. Les marqueurs du manque d'ambition politique : inégalités socio-écologiques et impuissance de l'agir

Les inégalités socio-écologiques face aux effets ressentis du changement climatique

L'impéritie voire l'inaction des politiques urbaines et écologiques face au changement climatique conduiraient, pour 88 % des habitant·e·s (sur 100 répondant·e·s), à renforcer des inégalités sociales existantes. La préférence pour des décisions en faveur du développement économique à l'échelle urbaine et les enjeux électoraux aux échelles nationale et intergouvernementale renforceraient des sentiments d'injustices chez les habitant·e·s, car ils renvoient à une hiérarchisation et à une préférence pour certaines activités plus lucratives, sources de profits ou d'intérêts à court-terme.

Sous cet angle, certain·e·s font par exemple référence à des disparités spatiales quant à l'offre d'espaces verts en ville, davantage concentrés et entretenus dans les quartiers socialement privilégiés :

« Alors, si, des arbres, ils en ont mis derrière la mairie, en descendant de l'ancien hôtel Dieu, superbe bâtiment au Panier, Renaissance ou XVIIIe... Un ancien hôpital... transformé en hôtel 4 étoiles, bien sûr (avec sarcasme). Et devant, on a des arbres. Là, pour la perspective de l'hôtel 4 étoiles, ils ont trouvé des arbres à planter (elle rit). Au Sud de Marseille, Endoume, les collines des gens riches, il y a des jardins, mais le centre-ville, à part La Plaine, ils ont laissé des arbres, mais pour ce qu'ils vont en faire... Le parc Longchamp, le cour Puget, c'est le quartier des avocats, là aussi, tu as des arbres. » (Marseille, Noailles, Femme, 45-59 ans, profession intellectuelle supérieure)

De plus, la vétusté des parcs immobiliers des villes renforcerait la précarité énergétique des populations les plus fragiles économiquement. La différence du parc immobilier dans les villes a notamment été soulevée par des enquêté·e·s de Narbonne, qui y voient dès lors une contrainte première dans l'écologisation de leurs modes de vie :

« Nous sommes dans des quartiers très anciens, en grande précarité énergétique et qui ne sont pas en mesure de pouvoir vivre cette mutation climatique. Cela freine sur leurs rôles par rapport à une citoyenneté écologique. C'est difficile pour un habitant qui rencontre d'énormes difficultés sociales, financières, de santé, de pouvoir se préoccuper de ce genre de choses. Il serait judicieux de l'accompagner dans cette transition. Il faudrait être auprès des habitants au plus près, au cas par cas. » (Narbonne, Saint-Jean Saint-Pierre, Femme, 15-29 ans, employée)

Autre cas emblématique des inégalités socio-écologiques, l'accroissement du tourisme de masse apparaît singulièrement en contradiction avec les besoins et les attentes des populations locales :

« Les ports de Toulon et Marseille sont pollués par des gros tankers, des bateaux qui amènent des milliers de passagers à l'autre bout du monde, c'est une aberration. Ils utilisent du fioul lourd. Un seul bateau pollue plus que des millions de voitures. On le sait, mais on continue à construire ces gros bateaux en dépit du bon sens [...]. Il faudrait dire aux gens « ne venez pas habiter à Toulouse ». Mais ce n'est pas le but de la mairie. Une ville qui se densifie comme ça, c'est qu'elle a des attraits, notamment pour l'emploi. » (Toulouse, Rangueil, Homme, 60-74 ans, retraité).

La normativité de l'engagement éco-citoyen : un sentiment habitant d'impuissance

Les politiques écologiques contribueraient en fait bien plus à responsabiliser les habitant·e·s, c'est-à-dire faire porter sur leurs conduites collectives et pratiques quotidiennes la responsabilité du changement climatique et de sa lutte. Cette responsabilisation constituerait, selon les habitant·e·s, une stratégie politique pour détourner l'attention des citoyen·ne·s de l'efficacité voire l'inaction politique face aux enjeux climatiques et écologiques :

« Je n'ai pas de clim' à la maison... effectivement, si chacun fait un petit peu, au bout du compte, ça peut faire beaucoup. Mais je pense que c'est les industriels qui ont beaucoup, beaucoup à faire. C'est énorme. On revient au truc : « tu es pollueuse ? Prends ta vignette ! ». Alors que tu as quatre paquebots qui te balancent des particules toute la journée. Je trouve ça horrible qu'on ne puisse pas mettre le holà là où il faut vraiment. » (Marseille, La Plaine, Homme, 60-74 ans, cadre)

Cela se traduirait par des discours majoritairement culpabilisants et des mesures restrictives qui définissent une certaine éco-citoyenneté, comme la communication sur les éco-gestes ou l'application de la vignette Crit'air pour les voitures :

« Combien y'a de milliards de voitures qui sortent sur terre ? Vous vous en rendez compte de ça ? C'est des petits trucs insignifiants. On va taxer des gens, parce qu'ils polluent. Moi, et des gens lambdas, et tous les dindons de la terre. Est-ce qu'on va taxer les fabricants, parce qu'ils font des voitures qui polluent ? Non. Quoi ? Vous taxez l'un, vous taxez pas l'autre ? » (Marseille, Chartreux, Homme, 60-74 ans, sans activité professionnelle)

Or, ces discours et mesures s'adresseraient essentiellement à des catégories de la population qui se sentent déjà très affectées par la pression fiscale, venant alors participer d'une baisse ressentie du pouvoir d'achat. Les enquêté·e·s expliquent alors ne pas être en situation, économique et/ou territoriale, de pouvoir répondre aux conduites écologiques prônées par les pouvoirs urbains et politiques. Plus précisément, l'éco-citoyenneté recherchée par les pouvoirs publics demanderait des conditions de vie métropolitaine et/ou des revenus moyens voire aisés, et ne bénéficierait pas en retour d'aides ou de moyens d'accompagnement pour leurs réalisations par les catégories plus populaires :

« Quand il y a eu les pics de pollution, on t'incitait à prendre les transports en commun, mais n'empêche qu'il y a toujours des horaires de merde pour les bus. Les priorités politiques elles se situent ailleurs, et après on peut te servir un discours pseudo écologique sur la construction de pistes cyclables, la mise à disposition de vélos... mais ça, c'est envoyer de la poudre aux yeux aux gens, c'est faux, ça n'existe pas cette politique-là à Marseille, elle n'existe pas. Ils s'en foutent quoi. » (Marseille, Lodi, Femme, 30-44 ans, profession intellectuelle supérieure)

Face à ces politiques plus ou moins contraignantes et socialement indifférenciées, les habitant·e·s sont alors amené·e·s à relativiser la part des responsabilités individuelles dans les comportements et les modes de vie quotidiens :

« T'as qu'à regarder le JT hier. Tu vois qu'on n'a pas de solution. Parce qu'on n'a pas de pouvoir. On est juste des êtres humains et les personnes qui ont le pouvoir, eux, ils s'en foutent, avec leur soi-disant 15 000 € à vie. » (Toulouse, Bagatelle, Femme, 75 ans et plus, retraitée)

Plus encore, loin de tout déni de réalité, certain·e·s ressentent en fait, par la faiblesse des moyens octroyés pour tendre vers une écocitoyenneté, une forme d'impuissance, non alors sans lien avec la faiblesse du sentiment d'être acteur·rice en politique :

« Ce que je regrette, c'est qu'on ne nous ait pas donné les moyens de faire autrement, autre chose. » (Toulouse, Ranguel, Homme, 60-74 ans, retraité)

« Parce que j'essaie de faire mon possible pour faire des petits gestes au quotidien, etc., mais en même temps, c'est un problème que je ne comprends pas à 100 %. Je n'y vois pas forcément énormément de solutions. Je dirais qu'il y a un sentiment un peu d'être dépassé par le problème en fait. » (Montpellier, Ecusson, Homme, 15-29 ans, sans activité professionnelle)

C'est ce sentiment d'impuissance qui tendrait alors à annihiler les volontés d'agir, accompagné également plus classiquement de quelques forces inertielles dans les transformations écologiques des modes de vie ; 36 % des habitant·e·s interrogé·e·s (sur 113 répondant·e·s) ne se déclarent ni impliqué·e·s ni engagé·e·s sur les enjeux écologiques. Elles et ils expliquent avoir d'autres priorités, davantage tournées vers leurs besoins économiques. Quelques autres personnes admettent un manque d'énergie face aux efforts supplémentaires que nécessitent un changement dans les pratiques ou des formes d'engagement plus collectives. Ou bien s'engagent-elles dans d'autres luttes qui leur tiennent plus à cœur, comme les droits de l'homme.

En fait, au final, à peine 10 personnes se disent vraiment sensibles ou concernées par les enjeux que soulèvent l'écologie et le changement climatique, sans pour autant poursuivre par une mise en acte. Elles reconnaissent que ces changements dans les comportements et pratiques exigent de la patience et de la rigueur dans l'organisation du quotidien : par exemple, les emplois du temps individuels ou de la famille sont parfois peu compatibles avec la multiplication des lieux de consommation pour éviter les courses en grande surface.

Si de nombreux facteurs semblent ici entrer en ligne de compte, ils témoignent surtout d'un sentiment d'impuissance des habitant·e·s : des démarches politiques partidaires et participatives fort peu volontaristes, des logiques et des intérêts économiques qui ne proposent aucune alternative crédible et pertinente, des normes très directives de conduites dites écologiques sans accompagnement social des catégories populaires...

Troisième partie – L’engagement écologique habitant, actuel et en devenir

Face à l’impression d’inefficacité voire d’inaction des politiques urbaines et écologiques, et du sentiment d’impuissance individuelle et collective qui en découle, les habitant·e·s font certes preuve d’une certaine défiance envers les institutions pour pallier les altérations écologiques (3.1), mais ceci les conduit surtout à rechercher d’autres formes d’engagement, privilégiant à cet égard l’action directe et ce singulièrement dans les pratiques de l’ordinaire (3.2). Dans ce registre, par les questionnements inhérents sur l’avenir, l’écologie oriente alors ces engagements vers un méta-récit écologique et démocratique fondé sur des formes politiques de vie comme désir d’autonomie (3.3).

3-1 Défiance des politiques instituées et modes de vie à reconsidérer : les moteurs de l’engagement

De la défiance institutionnelle à la défiance militante

La surdité décrite des gouvernements face aux mouvements sociaux d’ampleur de ces derniers mois, des Gilets Jaunes aux marches pour le climat, qui dès lors se révèlent sans répercussions tangibles sur les orientations classiques de la politique, ne ferait qu’accentuer des sentiments de frustration et d’impuissance chez les enquêt·e·s. De façon générale, les positions développées par les habitant·e·s indiquent une défiance envers leurs institutions, qui seraient sourdentes face aux demandes citoyennes. Il y a une perte croissante d’espérance chez des habitant·e·s, qui n’envisagent pas que les pouvoirs publics puissent impulser de nouvelles orientations, à la hauteur des enjeux sociaux et écologiques :

« Après, ces grandes manifestations, c’est déclencheur. Mais malheureusement, avec les gouvernements qu’on a, ça sert pas à grand-chose. Ils sont complètement perméables face à l’insatisfaction des gens. On l’a vu avec les gilets jaunes, après je sais pas combien de mois... Ils en n’ont rien à faire. Je les accuse, enfin c’est pas le terme, mais pour moi ils sont responsables de plein de choses. Mais ils ne changeront rien. L’argent a pourri malheureusement tout le système, pour l’écologie comme pour le reste. » (Toulouse, Ranguéuil, Homme, 60-74 ans, retraité)

Parfois, des expériences déçues d’engagement expliquent également cette défiance à l’endroit des institutions :

« Dès qu’il y a des petits jardins, les gens se mobilisent, mais ils n’y arrivent pas forcément. Là où je bossais avant, y avait un petit espace vert, un jardin d’enfants, ils ont commencé à, ils ont fait tomber des pétitions, des manifs, des machins pour construire des immeubles. Donc là encore ça bouche, ça bouche de la terre. La Plaine, ils vont changer aussi, y a eu beaucoup, beaucoup de choses qui se sont faites. » (Marseille, Noailles, Femme, 60-74 ans, retraité)

C’est très largement un problème présenté comme systémique, qui, tant qu’il ne sera pas saisi dans sa totalité, ne pourra pas réellement modifier la situation : selon les enquêt·e·s, l’argent, l’économie, les lobbies règneraient en maîtres sur les déterminants politiques du pays et engendreraient une inaction généralisée des détenteurs officiels du pouvoir. L’Etat, le gouvernement et les grandes entreprises sont ainsi très clairement visés :

« Les grandes firmes industrielles qui cherchent à tirer des bénéfices de la production des ressources sans... sans souci pour les écosystèmes, quoi. Et du coup y’a une

complicité politique, c'est-à-dire qu'à un moment, les industriels produisent en fonction de législations nationales, internationales. Enfin, ils ne sont pas limités sur les effets que leur industrie, que leur activité induit. Tu vois. Le problème, c'est certainement le capitalisme. Le fait de vouloir faire du profit à tout prix, et pas simplement le fait de nourrir, ou de répondre aux besoins des hommes, mais plus de faire de l'argent, quoi.» (Marseille, Noailles, Femme, 30-44 ans, cadre)

Cette défiance affecterait même le champ militant qui ne trouve pas grâce aux yeux de quelques habitant·e·s, en raison de son inefficacité et surtout de la crainte d'instrumentalisation électoraliste qu'il suscite :

« Je ne saurais pas dans quelle action je pourrais vraiment m'inscrire. J'ai pas envie de m'inscrire dans une action d'un mouvement politique... Je n'ai pas envie, je ne m'y vois pas. Mais sinon, dans un mouvement plus associatif... J'ai déjà fait partie de mouvements associatifs, qui n'étaient pas liés à l'écologie, mais c'est pareil... Je me suis senti.... J'ai été ramené à me sentir responsable de tout ce qui se passait autour de moi. » (Montpellier, Beaux-Arts, Homme, 60-74 ans, retraité)

Dans des contextes plus spécifiques, les fonctionnements politiques locaux participent à consolider ces représentations et jugements. C'est le cas à Marseille où le clientélisme structurerait les orientations et actions politiques locales²⁸, en satisfaisant d'abord des intérêts exclusivement personnels :

« C'est un manque de respect. Je pense que déjà qu'il faut, c'est à eux de respecter leur ville. Il faut voir, c'est une ville mafieuse c'est-à-dire ni droite, ni gauche, ni quoi que ce soit. » (Marseille, Noailles, Femme, 60-74 ans, retraitée).

La responsabilité collective des modes de consommation et de vie

Concernant les responsabilités face au changement climatique, des thèmes voisins voire similaires peuplent les discours habitants dans chacune des villes d'enquête, avec trois grandes idées forces. La première, la plus importante et majoritairement représentée (34 % selon 126 répondant·e·s), est que le changement climatique résulterait d'une responsabilité collective que nous aurions vis-à-vis de la planète. Lorsqu'il s'agit des causes, l'humanité entière est souvent signifiée : tout être humain fait partie intégrante de ce système et doit donc reconnaître ses torts quant au réchauffement globalisé de la planète, sans faire, dans un premier temps en tout cas, de distinction de genre, d'âge ou d'activité :

« Tout le monde. Autant à petite qu'à grande échelle en fait. C'est... Tout le monde partage toute la responsabilité, et dire « ouais je suis simple citoyen je ne peux rien faire », c'est... c'est cautionner en fait, et c'est encourager ça. Pour moi on peut tous faire quelque chose. » (Montpellier, Antigone, Femme, 15-29 ans, étudiante)

Autant au niveau des causes que des responsabilités, chacun a et a eu son rôle à jouer, et ce sont en particulier les modes de consommation et de vie (30 % selon 126 répondant·e·s) qui sont ensuite pointés du doigt : leur occidentalisation, le consumérisme qui n'en finit plus de surexploiter des ressources et d'accroître les pollutions en tout genre. Le capitalisme est parfois désigné comme l'origine de ces altérations (pour 12 % des répondant·e·s). Cependant, ce sont plutôt des habitudes quotidiennes qui en traduisent la responsabilité dans les discours,

de la surconsommation, qu'elle soit textile ou alimentaire, à la surproduction de déchets, toutes deux liées à une pente croissanciste et productiviste de la société :

« Tous, nous ! Après moi, je ne mets pas l'homme en dehors de la nature. On fait partie de la nature. Mais par contre, c'est nos manières de consommer, etc. Faut vraiment qu'on passe à une autre manière de consommer, arrêter d'être dans l'éphémère, le rapide. Aujourd'hui, on peut en trois heures être à Paris, manger à toutes les saisons du saumon et de l'ananas... Enfin, c'est tout ça qu'il faut remettre en cause. » (Montpellier, Ecusson, Femme, 45-59 ans, artisanne)

La responsabilité des modes de vie consumériste ne peut être dissociée de motivations industrielles, rapidement pointées, à travers notamment le prisme des mobilités (pour 8 %) : on parle alors des transports de marchandises et, là aussi, le lien est établi presque directement avec la surconsommation quotidienne et la croissance économique visée par le modèle local et urbain de développement. En outre, cette surconsommation n'est pas que le seul fait des modes de vie ordinaires des populations locales puisque dans plusieurs des villes d'enquête, c'est le recours aux activités de loisirs et aux voyages qui apparaissent comme responsables. Ce discours va notamment être très prégnant dans des villes littorales comme Marseille, où les bateaux de croisières, de manière générale très décriée dans l'enquête, font parties intégrantes du paysage urbain.

Dans les modes de vie aussi, les mobilités individuelles et essentiellement les déplacements quotidiens en voiture sont également pointés du doigt par 13 personnes. Ces discours ambiants contre les automobiles témoignent des difficultés à s'extirper de la diésélisation et des effets engendrés en termes de pollutions de l'air par exemple. Cette mobilité individuelle est avancée comme la principale source, surtout en ville, d'un réchauffement global. La voiture, pourtant marqueur de « progrès », comme le relèvent 2 habitant·e·s, incarne aujourd'hui l'objet tangible des mutations climatiques et écologiques, participant très activement, par sa désignation, aux sensations et sentiments d'étouffement évoqués en première partie.

Par les modes de consommation et de vie, c'est bien en dernier ressort l'individu, au-delà de raisons plus structurelles comme celles déterminées par les dynamiques historiques du capitalisme, qui est, quel que soit le milieu socio-économique des enquêté·e·s, au centre des discours. C'est pour cette raison que l'on retrouve de manière cohérente et récurrente cette nécessité d'agir au quotidien, par des gestes simples et directs. Si chacun y met du sien, on pourra (peut-être) faire quelque chose, relayent rapidement les discours, et infléchir, non moins rapidement peut-être, les bouleversements écologiques engagés. Il ne s'agit donc plus ici de se dédouaner, mais de s'engager à sa manière et autant que possible pour faire corps et masse afin d'inverser le cours des choses.

3-2 Multiplication des formes et diffusion des engagements ordinaires directs

Individuation des représentations de l'engagement : formes pré-collectives et ancrage ordinaire

Près de 58 % des enquêté·e·s se déclarent engagé·e·s en faveur de l'écologie (soit 65 personnes sur les 112 répondant·e·s). Si nous allons revenir, dans un second temps, sur les thématiques de l'engagement, précisons d'emblée qu'il existe, dans les énoncés habitants, une multiplicité d'interprétations et de nuances de ce que signifierait l'engagement. Des degrés

divers d'engagements écologiques se révèlent très largement dépendants des parcours et des expériences de vie :

« Je soutiens l'écologie, après, je ne sais pas si c'est un engagement. Je trouve ça normal en fait. Mais je ne me considère pas comme engagée. Comme je le disais, je viens de la campagne, donc j'ai une sensibilité plus élevée à ce niveau-là. On a toujours fait le tri du biodégradable. Ça vient aussi de l'éducation, donc je suis sensibilisée. » (Montpellier, Figuerolles, Femme, 15-29 ans, étudiante)

Quelques-un·e·s se disent à cet égard continuellement en proie à des paradoxes et questionnements. Elles et ils ont du mal à savoir si leurs pratiques relèvent de l'engagement ou non, notamment écologique :

« C'est quoi vraiment l'écologie ? C'est faire tes légumes ? Pas avoir de cheminée, de chauffage ? C'est ça ? Oui je suis écologiste, mais pas tant que ça. J'achète des trucs en supermarché, alors que l'écologie, normalement, tu le fais pas. » (Montpellier, Ecusson, Femme, 30-44 ans, employée)

Ce faisant, 6 habitant·e·s vont solliciter un compagnonnage écologique pour participer à des actions plus collectives, là où une habitante de Narbonne (Saint-Jean Saint-Pierre, Femme, 30-44 ans, sans activité professionnelle) s'est dite dans l'attente de propositions concrètes de la part de leur municipalité pour s'engager. Enfin, 4 habitant·e·s ne se considèrent pas intéressé·e·s à participer à « *des mouvances de groupe* » (Narbonne, Cité, Homme, 15-29 ans, employé) ou à participer à une dynamique collective :

« Par manque de temps, j'ai des activités, mon quotidien, j'ai mon travail, ma maison et mes loisirs. Il faudrait pouvoir inclure de temps en temps des petites actions personnelles dans ces associations, sans être engagé à plein temps. » (Narbonne, Razimbaud, Femme, 30-44 ans, profession intermédiaire)

Pour 14 répondant·e·s, l'engagement revêt nécessairement une dimension collective et politique. Deux exemples ont ici particulièrement été cités par les habitant·e·s. Tout d'abord, les grèves pour le climat sont des formes d'engagement particulièrement présentes dans les discours des plus jeunes, d'autant plus qu'elles et ils ont pu y participer de manière occasionnelle. Un jeune enquêté a toutefois précisé que ces manifestations sonnent comme des modes d'action nécessaires à défaut d'autres formes collective d'action plus efficaces :

« Il faut montrer ce qu'on veut. C'est pas la meilleure manière qui soit [les grèves]. Mais est-ce qu'on en a une autre ? Non. » (Nîmes, Remoulins, Homme, 15-29 ans, lycéen)

La seconde forme d'action (pré)collective relève d'engagements dans des groupes d'action concrète, notamment sous format associatif. Une habitante de Narbonne consacre par exemple son temps libre dans un groupe de sensibilisation aux éco-gestes, notamment dans l'espace public, ou s'engage dans le ramassage des déchets sur les plages :

« Je fais déjà partie d'un comité pour l'environnement et je me bats au quotidien pour que les gens changent de comportement par rapport à l'environnement. Les gens disent : « je trie mes déchets, et c'est bon », mais cela ne va pas plus loin. Ils ne savent pas comment ils peuvent agir contre le changement climatique. Déjà, il faut les informer, leur dire comment le climat va changer, l'avenir des enfants. – Qu'est-ce que c'est comme comité ? – C'est tout neuf. C'est sur Narbonne, sur Gruissan et sur Narbonne plage. On agit beaucoup sur les plages en donnant des cendriers aux gens pour qu'ils ne jettent pas les mégots de cigarette. On donne à l'entrée des plages des sacs poubelle pour que les gens mettent leurs canettes – des sacs en papier, pas en

plastique. On fait ça pour que les gens prennent conscience que cela fait partie des gestes pour sauver la planète. » (Narbonne, Centre historique, Femme, 45-59 ans, cadre)

Mais, une nette majorité des répondant·e·s évoquent en fait très spontanément l'attention prêtée aux gestes quotidiens, considérés comme des formes véritables d'engagement par l'ordinaire, qu'ils appliquent à leur échelle personnelle ou à celle de leur foyer. Des changements dans les pratiques de consommation sont justifiés dans les discours par une volonté de sortir d'un modèle de consommation de masse, en dépit des sirènes de la *fast fashion* et du tout jetable.

Dès lors, l'appel et le soutien à des actions individuelles et quotidiennes apparaissent comme non seulement le nœud (méfiance envers les institutions), mais plus encore comme un creuset (modes voire formes de vie) de ce qui semble être pointé comme de rares possibilités d'actions et d'engagements personnels. Le type d'engagement reconnu comme réellement écologique consisterait donc plus à participer à une vie associative locale ou à se mobiliser lors de manifestations, voire à sensibiliser sur des principes écologiques un auditoire élargi, tout en les appliquant prioritairement soi-même au quotidien. Même si, pour la plupart des habitant·e·s, de tels gestes ne suffisent pas à s'identifier comme étant personnellement engagé pour l'écologie, ils assureraient une forme de cohérence entre les convictions et sa manière de vivre, ce qui serait nécessaire pour renouer avec un sentiment de prise sur son vécu, et ainsi dépasser sentiment de défiance et sensation d'impuissance.

Thèmes de l'engagement écologique: de la gestion des déchets... à l'autolimitation globale

Dans ce registre, la question des déchets constitue un des premiers gestes majoritairement cités (51 % sur les 65 répondant·e·s) qui englobe le fait de recycler ses emballages et ses détritiques, à la maison, sur son lieu de travail ou dans l'espace public, et d'éviter de jeter ses mégots ou ses déchets par terre. Ce sont souvent des gestes envisagés comme des réflexes élémentaires, de bon sens, qui s'ancrent désormais dans les routines de vie, des « *petits gestes écolo* » (Nîmes, Pissevin, Femme, 75 ans et plus, retraitée). Diffuser ces pratiques dans son entourage et les transmettre aux plus jeunes est également évoqué comme une forme première d'engagement :

« Tri sélectif, ne pas jeter ses déchets par terre. Quand on quitte une pièce, on éteint les lumières. Enfin, des trucs tout simples. Et éteindre l'eau de la douche quand on se savonne ou quand on est en train de se brosser les dents. Ne pas faire une machine à demi vide, des choses comme ça. » (Montpellier, Rives du Lez, Femme, 15-29 ans, étudiante)

Afin de limiter leur production de déchets, les habitudes de consommation sont également, et peut-être plus encore, transformées. Ainsi, 7 personnes évitent soigneusement l'achat de produits (sur)emballés par du plastique, parfois en allant jusqu'à se débarrasser délibérément des emballages lors du passage en caisse, pour envoyer un message à la grande distribution, à ses fournisseurs, et les inciter ainsi ostensiblement à privilégier des alternatives. D'autres amènent leurs sacs en tissu avant d'aller au magasin ou au marché afin d'éviter l'usage de nouveaux sacs plastiques à usage unique :

« J'évite au maximum les canettes. Ça, c'est un sac qui me sert à tout, pour faire les courses. J'ai jamais de poche plastique. Tout ce qui n'est pas vendu en vrac, qui est sous emballage, quand j'arrive à la caisse, j'enlève l'emballage. J'ai pas acheté l'emballage. Pour faire comprendre que je veux pas l'emballage, je vide à la caisse et

ils jettent l'emballage. » (Toulouse, Capitole, Homme, 45-59 ans, profession intermédiaire)

Dans ce registre de l'évitement, 3 enquêté·e·s ont déclaré utiliser désormais des produits cosmétiques secs comme les shampoings, pour limiter l'achat de produits emballés. Surtout, d'autres les confectionnent elles et eux-mêmes : cela leur permet de connaître exactement la composition des produits appliqués sur le corps, par méfiance des composants des produits cosmétiques disponibles en grande surface :

« Je me sers d'un shampoing sec, en forme de savon, sans emballage. Oui, c'est pas confort. C'est sûr que changer nos habitudes au début, c'est pas comme un shampoing liquide ! » (Montpellier, Castelnau-le-Lez, Femme, 30-44 ans, employée)

Moins spontanément cités, mais néanmoins engagés, les modes d'alimentation sont également considérés comme des leviers écologiques d'engagement personnel auprès de 5 personnes interrogées qui ont décidé d'orienter la consommation vers des fruits et légumes de saison, parfois issus de l'agriculture biologique et de production locale. Ainsi, certaines personnes évitent délibérément de se rendre en grandes surfaces au profit d'une épicerie locale ou des marchés hebdomadaires. Ces circuits de consommation sont choisis car ils permettent de maîtriser ses déchets, de réduire les émissions de carbone liées au transport et d'éviter la pollution des milieux naturels par l'utilisation de produits phytosanitaires. Cela s'accompagne par le fait de renouer avec des savoir-faire culinaires, en privilégiant le fait maison, et ainsi retrouver le plaisir de cuisiner des produits frais et de bonne qualité :

« Je m'engage dans le sens où j'ai décidé de ne pas acheter mes légumes au supermarché et de les acheter à l'épicerie du coin, donc je m'engage dans la vie locale [...] Je sais que quand je vais dans tel magasin, je participe à tel réseau économique, mais je pourrais carrément faire mieux. » (Marseille, Belsunce, Femme, 30-44 ans, sans activité professionnelle)

L'achat de certains produits comme les vêtements et le mobilier d'intérieur, jugés superflus et énergivores dans leur production, se fait également désormais de manière réfléchie. Une grande importance est accordée à la provenance et à la composition d'un vêtement par exemple. Acheter neuf, à moins de privilégier la qualité, n'est plus systématique. 5 habitant·e·s se tournent, dans la mesure du possible, vers des produits dits d'occasion ou de seconde main :

« Par exemple, dans ma manière de consommer, j'évite d'acheter des choses inutiles. Je trouve que ça fait fonctionner des entreprises et des industries artificiellement. Je fais gaffe à la nature des produits que j'achète. Donc limiter des produits qui sollicitent beaucoup les ressources naturelles. » (Toulouse, Bagatelle, Femme, 30-44 ans, employée)

« J'essaie d'acheter le maximum de choses d'occasion, que ce sont les vêtements, les meubles. Le maximum de choses d'occasion. Ne pas acheter non plus de choses qui vont avoir une durée de vie limitée, c'est-à-dire peut-être mettre plus d'argent dans quelque chose quand on l'achète neuf plutôt que faire en fonction du prix. » (Toulouse, Rangueil, Femme, 30-44 ans, employée)

3 personnes rencontrées ont également raconté qu'elles essaient de réparer les objets cassés afin de lutter contre l'obsolescence programmée :

« J'essaye de réparer au maximum des affaires parce que moi je suis concierge. Par exemple, les gens, ils vont jeter une machine à laver. Moi, je passe, je dis « écoutez, je

vais vous la réparer ». Voilà, c'est une chose en moins qu'on va jeter, ça sert à rien. » (Montpellier, Figuerolles, Homme, 30-44 ans, employé).

Les thèmes de l'engagement écologique ordinaire : de la mobilité quotidienne et vacancière au changement dans les pratiques professionnelles

Au moins 13 habitant·e·s (sur les 65 répondant·e·s se disant engagé·e·s en faveur de l'écologie), soit 20 %, prolongent de tels gestes en adaptant leurs comportements en matière de mobilité, d'abord dans les déplacements du quotidien réalisés essentiellement entre le domicile et le lieu de travail. L'usage de la voiture individuelle devient une variable d'ajustement quand des alternatives sont possibles en termes de transports en commun ou de mobilités douces. L'utilisation de la voiture se limite désormais aux sorties en famille le week-end, particulièrement lorsqu'il s'agit de quitter la ville. 10 enquêté·e·s cherchent à ne garder qu'une seule voiture pour la famille, quand il ne s'agit pas, plus radicalement, de s'en débarrasser et se tourner vers des alternatives, en cas d'ardente nécessité, comme les voitures en libre-service ou de locations entre particuliers :

« J'ai pas le permis personnellement, mon conjoint l'a. On a une voiture, mais qui est une voiture d'agrément j'ai envie de dire vu qu'on se déplace peu et qui nous coûte chère parce qu'on paye un parking. On compte s'en débarrasser en fait pour privilégier les locations, soit les trucs genre Citiz, soit les locations en particuliers pour des besoins ponctuels parce qu'en fait, on s'en sert exceptionnellement pour les week-ends » (Marseille, Castellane, Femme, 30-44 ans, cadre)

Pour les trajets plus longs, le train est de plus en plus privilégié à l'avion. Conscientes des méfaits du tourisme mondialisé, 3 personnes disent même chercher à rompre avec les trajets longue distance que facilitent aujourd'hui les vols en *lowcost*. Elles et ils préfèrent renoncer à certains voyages en privilégiant des destinations proches de leurs lieux de vie tout en y reconnaissant malgré tout une certaine expérience de dépaysement :

« J'adorerais faire le tour du monde, mais non, je préfère l'imaginer beau et diversifié comme il est, et lui laisser une chance de se remettre. » (Marseille, Noailles, Homme, 30-44 ans, sans activité professionnelle)

Bien plus rares, 4 enquêté·e·s ont même manifesté leur engagement en faveur de l'écologie en mentionnant les changements, actuels ou à venir, dans leurs parcours professionnels. Cela passe d'abord par la diffusion de certaines habitudes individuelles dans son milieu professionnel, comme appliquer des logiques de recyclage ou encore porter attention à la durée de vie des matériaux employés. Mais c'est également trouver du sens à exercer un métier en accord avec ses propres valeurs écologiques comme le réemploi de savoir-faire vernaculaires, soucieux des matériaux utilisés :

« J'aimerais bien travailler avec des bois locaux, des bois avec des forêts entretenues, c'est-à-dire, tu coupes un arbre, tu en replantes deux ou trois. J'aimerais bien bosser à l'ancienne, quand il n'y avait pas ces conneries de colle. Comme on parle d'écologie, j'aimerais bien pouvoir faire ça, dans mon métier. » (Marseille, Roucas-Blanc, Homme, 15-29 ans, sans activité professionnelle).

3-3 Refonder l'engagement collectif : un métarécit écologique par l'autonomie

De la nécessité d'une transformation radicale des sociétés dans l'action collective

Si les gestes écologiques sont si souvent mis en avant par ces citoyen·e·s, c'est qu'ils dessinent une reprise habitante sur leur environnement de vie, témoignant par là d'une mutation des rapports au politique. À cette aune, les habitant·e·s en appellent à d'autres formes d'action collective pour enrayer la distanciation et la désaffection des instances traditionnelles du politique et faire droit à l'émergence de pratiques directes, qui offrent un univers de sens et d'action plus pertinent pour elles et eux.

En fait, malgré leur amplification remarquée, les conversions par les pratiques ordinaires seraient insuffisantes pour opérer de véritables changements à la hauteur des enjeux écologiques. À entendre une vingtaine d'enquêté·e·s, pour atteindre une plus grande envergure, l'écologie devrait être davantage inscrite dans une action collective.

« A titre individuel, j'essaie de me déplacer à vélo, j'essaie d'acheter ma nourriture auprès de commerçants ou de producteurs qui produisent localement et selon les règles de l'agriculture biologique, j'ai mon électricité qui vient de chez Enercoop, mais je ne suis pas dupe. Je pense que le changement ne viendra pas par l'addition des bonnes pratiques, et les vertus individuelles ne sauveront pas le monde. Il faut politiquement s'organiser et décider de tenir compte des limites de la planète et s'autolimiter. » (Marseille, Belsunce, Homme, 45-59 ans, sans activité professionnelle)

Ainsi, par exemple, pour 2 habitant·e·s, le traitement de l'écologie ne peut être dissocié d'enjeux démocratiques et sociaux, en soulevant fondamentalement des questions de gouvernementalité et en interrogeant directement la manière dont fonctionnent les organisations politiques et les structures économiques dans les sociétés d'aujourd'hui. On veut avoir son « mot à dire » sur les entreprises et les paquebots de croisière polluant le littoral comme l'affirme bien une habitante de Marseille (Noailles, 15-29 ans, employée). Il ne pourrait donc y avoir de véritables changements écologiques sans pressions exercées par les citoyen·ne·s :

« Le gros problème est que l'on ne transforme rien sans réelle volonté et la volonté ne peut venir que d'en bas. Elle ne viendra jamais d'en haut, il y a trop de curseurs à pousser en haut. Si en bas, il y avait une réelle volonté et l'on disait « maintenant, on arrête de déconner, le pétrole, vous trouvez une solution », on arrête de défiscaliser l'un et fiscaliser l'autre, on met tout dans un pot commun. » (Narbonne, Cité, Homme, 45-59 ans, indépendant).

De la nécessité de construire un nouveau méta-récit, écologique et démocratique

Pour 83 % des répondant·e·s, la situation à laquelle l'humanité fait face aujourd'hui préfigurerait l'habiter terrestre de demain, avec des effets largement amplifiés : dérèglement continu du climat conduisant à de grandes catastrophes naturelles, avancée des déserts en France et migrations des populations, accroissement des inégalités et conflits autour des ressources, adaptation compliquée ou disparition de l'espèce humaine, effondrement généralisé du vivant. Ces projections des enquêté·e·s proviennent très directement des vices propres aux fonctionnements humains, comme la cupidité ou l'égoïsme :

« Je regrette même d'avoir fait des enfants ! Ha ouais, franchement ! Parce que de toute façon, ça va péter, là, dans pas longtemps. Y'a quelque chose qui intéresse les

gens : c'est le pognon ! Que le pognon ! Mais le pognon, y'a pas que ça, y'a autre chose. Le pognon, c'est bien quand on en a un peu. » (Marseille, Chutes-Lavie, Homme, 60-74 ans, sans activité professionnelle)

Pour 5 habitant·e·s, ces perspectives d'avenir sont même empreintes de profonds sentiments d'angoisse et de peur lorsque des dimensions personnelles et intimes comme l'avenir de ses enfants ou petits-enfants sont considérées. Les thèses collapsologiques inspirent alors certains discours. D'autant que certaines de ces visions s'incarneraient dans des réalités aux temporalités rapprochées, en l'espace d'une génération ou quelques décennies, au maximum :

« On est déjà 7 milliards, et plus il y aura de monde, plus ça va être galère... Par rapport à la nourriture, le climat, etc. Moi, j'ai une fille, c'est sûr que pour elle, je m'inquiète déjà un peu plus. Et je me dis que ses enfants, ce sera sans doute pire. » (Montpellier, Prés d'Arènes, Homme, 45-59 ans, ouvrier)

« Ça fait dans 30 ans, ça fait une génération... catastrophe ! Tout sera décuplé au niveau pollution, au niveau catastrophes écologiques et environnementales. 30 ans, ouais. On n'agit pas assez vite. Non, j'ai dit, on va droit dans le mur ! » (Marseille, La Cabucelle, Femme, 30-44 ans, employée)

« La changement climatique ? Ça m'évoque la fin de la civilisation. Je voyais un reportage sur Pablo Servigne qui a fait des bouquins là-dessus. J'ai lu un de ses bouquins, justement, ça s'appelle la collapsologie. Moi, je ne le vivrai pas. J'ai pas d'enfants, mais je suis inquiet pour les générations à venir. » (Montpellier, Beaux-Arts, Homme, 60-74 ans, retraité)

La paralysie dans l'action serait d'autant plus forte et préjudiciable que, selon les propos recueillis, les portes d'un avenir enviable se refermeraient rapidement. Fait significatif, le changement climatique et les enjeux écologiques ont ainsi également structuré les projections des enquêté·e·s sur l'avenir de l'humanité. Un grand nombre d'entre elles et eux reconnaissent avoir déjà réfléchi aux devenir de la planète et de l'humanité, en tentant d'y projeter les conditions de vie à venir. L'inertie politique structurelle de notre époque ne serait, selon ces dires, pas étrangère à ce destin commun funeste qui semble se dessiner pour l'humanité :

« Il [le changement climatique] s'accélère et je vois que tous les gouvernements des pays du monde entier, ils prennent pas vraiment... Ils font beaucoup de conférences, de réunions, ils sortent des grandes idées, mais derrière, ça suit pas tellement. Ils sont tous plus ou moins intéressés par l'argent, par le gain, le profit immédiat plutôt que de voir à long terme l'amélioration sur le climat. » (Montpellier, Aiguelongue, Homme, 60-74 ans, retraité)

Toutefois, à l'inverse, une vingtaine d'enquêté·e·s, soit plus de 15 % de l'échantillon, font preuve d'optimisme au regard du sursaut récent des jeunes générations à travers les grandes mobilisations collectives, des bifurcations dans les modes de vie par rapport à la génération de leurs aîné·es et de l'éveil général des consciences sur ces enjeux climatiques et écologiques. Les soulèvements populaires à travers le monde donnent quelques lueurs d'espoir quant à un possible rebond démocratique :

« Ce que j'aime bien, c'est quand je vois des peuples ou des endroits dans le monde où les gens bougent, des espèces de courant... le Soudan, Hong-Kong – parce qu'ils ont le droit de ne pas se faire bouffer par la République de Chine, et ainsi de suite. En Algérie ! Et je trouve, quand je vois ça, je me dis, peut-être qu'il y a des sursauts possibles qui peuvent faire le tour de la Terre. » (Marseille, Noailles, Femme, 60-74 ans, retraitée).

L'écologie comme manière de vivre et entendement du monde

En fait, 20 % des habitant·e·s rencontré·e·s expriment une mise en garde sur la réduction de l'écologie aux multiples dévoiements dont elle fait l'objet par le pouvoir. Elles et ils y décèlent au contraire un renouveau possible des manières de vivre, davantage tournées vers le respect des milieux habités et plus largement du vivant, mais aussi de nouvelles valeurs pour guider les relations humaines et donc la manière de faire politique. Des habitant·e·s vont alors jusqu'à préciser la qualification qu'elles et ils donnent à l'écologie comme des interdépendances qui relie l'ensemble des êtres vivants entre elles et eux. Il s'agit ce faisant de rééquilibrer les relations entre les espèces vivantes, en abolissant les rapports de hiérarchie, et ce d'abord entre les êtres humains, en reposant sur des valeurs d'entraide et de respect plutôt que de mise en concurrence :

« Partager, et le jardin c'est quand même vachement dans le partage. Avec plein de choses, plein de gens, [...]. Notre idée de la personne occidentale elle est surboostée à l'égo et qu'à un moment donné, c'est un malheur ça aussi parce que t'auras beau avoir les plus belles navettes spatiales, qu'elles vont plus vite et que ça flatte ton ego, ça suffira pas à te rendre heureux. » (Marseille, La Cabucelle, Homme, 45-59 ans, artisan)

Certain·e·s des enquêté·e·s passent même une partie de leur quotidien à défendre ces visions de l'écologie dans la vie de la cité. Elles et ils opèrent des changements comme d'autres rapports écologiques aux milieux, en faisant revivre des savoirs vernaculaires liés à la culture de plantes médicinales. La pratique du jardinage valorise des rythmes de vie attentifs et respectueux du fonctionnement du vivant, avec le souhait de rompre avec des rapports de prédation et d'exploitation que l'être humain entretient avec son environnement. Il s'agirait dès lors de trouver de nouveaux rapports tournés vers le soin et l'attention, en venant réparer les milieux saccagés, pillés par l'économie capitaliste :

« Pour moi, l'écologie, c'est le respect de la planète. À un moment donné, là, c'est un irrespect puissant qu'on lui fait. On nous offre toutes les ressources pour vivre et on est terriblement égoïste. [...] Savoir prendre les choses dont on a besoin, mais se limiter aux besoins, pas en abuser. Maintenant, l'écologie, c'est réparé ce qu'on a mal fait. » (Toulouse, Capitole, Femme, 15-29 ans, étudiante)

Ces changements passent notamment par des opérations de nettoyage spontané des plages, de la mer et d'autres lieux de fréquentation afin d'amener les autres à prendre soin des lieux habités. Rendre un lieu propre est considéré comme une marque de respect et de soin accordée aux lieux habités :

« Surtout la propreté, et, dans la propreté, il y a le respect de l'humain, de la terre, et des animaux. Pourquoi ? Parce que dans les déchets qu'on jette, les dégâts que ça fait en mer sur les poissons, les tortues, tous les mammifères, c'est impressionnant ! » (Marseille, La Cabucelle, Homme, 45-59 ans, commerçant)

Une habitante de Montpellier, d'une cinquantaine d'années, s'est, dans ce registre d'implication, dite intéressée par un collectif montpelliérain ouvertement critique à propos de la gestion municipale des questions sociales et écologiques. Ce collectif, entendant proposer une liste participative dans la continuité des mouvements citoyennistes, invite à renouveler la manière de gouverner l'urbain :

« Il y a des élections municipales bientôt, donc il faudrait peut-être aussi... parce que c'est bien de dire « il faudrait, il faudrait », mais il faut faire aussi ! Là, sur

Montpellier, il y a un groupe qui est en train de sortir – je ne les connais pas encore – qui s'appelle « Nous sommes », et c'est des citoyens qui en ont marre d'une gestion... et qui essaient de faire ensemble. Je sais qu'ils se réunissent une fois par mois, le jeudi soir, et donc je vais essayer d'aller voir, pour l'instant je n'ai pas eu le temps d'aller voir. Mais je me dis que voilà, peut-être que je vais m'impliquer là-dedans.»
(Montpellier, Centre historique, Femme, 45-59 ans, artisane)

Désir d'autonomie : renouer avec l'altérité pour d'autres formes politiques de vie

5 habitant·e·s rencontré·e·s s'investissent plus encore dans des initiatives qui se veulent autonomes pour cultiver et déployer leur représentation défiante des organisations et fonctionnements politiques actuels. Elles et ils réinvestissent l'espace de la proximité pour promouvoir des actions collectives. Les relations de voisinage deviennent des supports pour engager des rapports renouvelés aux lieux. Sur la Canebière, à Marseille, plusieurs habitant·e·s d'un immeuble, où habite l'une des enquêtées, se sont organisés pour aménager sur la rue le « Conservatoire Marseillais de la Menthe ». Chacun·e des habitant·e·s de la ville et d'ailleurs peut venir se servir en menthe, sans aucune forme de contrepartie. Déclinée en une quarantaine de variétés différentes, ce conservatoire veut surtout rendre compte de la diversité des cultures et des habitant·e·s de la ville de Marseille. Avec la possibilité laissée d'en faire des boutures, la plante se prête au partage et au foisonnement de ce type d'initiatives.

D'autres projets, artistiques cette fois et engageant les populations d'un immeuble, deviennent prétexte à repenser les parties communes. Là où une habitante de Toulouse rêve d'un futur proche où il serait possible d'investir les lieux publics, en plantant ce dont les habitant·e·s pourraient avoir envie et même en y intégrant des animaux (Toulouse, Capitole, Homme, 45-59 ans, profession intermédiaire), un habitant de Marseille a spontanément voulu cultiver l'espace de la rue devant chez lui avec des plantes en pot, sans attendre l'aval de la municipalité. Par ce geste, il veut défendre l'idée d'un espace public qui redeviendrait un espace du commun, que l'on partage et que l'on investisse collectivement. Pour lui, ses créations artistiques écologiques invitent à s'enraciner de nouveau dans le monde dans lequel on habite, ralentir pour retrouver les attaches aux milieux. Il dit vouloir renouer avec les mémoires collectives des anciens pour retrouver ce qui relie l'humanité avec elle-même :

« Mais de tout temps, on a eu besoin de chamanes, d'artistes pour nous aider à travailler ce qui est le caractère de l'homme et d'autres primates grégaires, qui est notre mémoire, à la fois génétique, qu'on se transmet, et culturel. On s'est rendu compte que ce n'est pas uniquement dû à l'homme. C'était bien quelque chose dû à notre espèce. C'est mon travail, comme passeur d'esprit. [...] Pour moi aujourd'hui, le temps est sclérosé. Il y a une vraie notion qui a été perdue du temps naturel des choses... On vit dans des espaces et des temps, de plus sclérosés. [...] On s'est petit à petit désapproprié sa ville, sa rue parce que ce n'est plus là qu'on vit. On vit dans son appart' et dans son travail, mais plus tellement dans sa ville. Par l'accélération des moyens de déplacement et de communication, on ne vit plus le lieu qu'on habite réellement, autour de soi. Tu as vu, sur la place, je connais tout le monde... Comme je te disais, squatter, c'était déjà cette démarche, d'habiter son lieu de travail, et travailler le lieu que j'habite, etc, de faire de la micropolitique, de travailler avec la proximité. Pour moi, c'est ça ma démarche écologique en réalité. » (Marseille, Noailles, Homme, 30-44 ans, sans activité professionnelle)

Enfin, c'est sur cette base d'entendement autonomiste que, pour quelques personnes rencontrées, il s'agirait de repenser, certes, la manière dont fonctionne l'organisation sociale

de nos sociétés, mais plus largement la matrice qui guide la pensée et les conduites à travers les grands paradigmes de la croissance, du progrès et les aspirations capitalistes des sociétés qui reposent sur l'hyperconsommation continue :

« C'est pas que le réchauffement climatique, c'est un tout, notre mode de vie qu'il faut remettre en cause, notre mode de réflexion, notre paradigme. » (Marseille, Noailles, Femme, 45-59 ans, cadre)

« La théorie de l'effondrement, je ne dis pas que c'est un scénario impossible, mais... je crois que c'est quelque chose qui pourrait nous amener à revoir complètement nos réseaux de solidarité et que ça pourrait amener une autre forme de civilisation. [...] C'est pas les gens, mais le mode de fonctionnement de notre civilisation qu'on a aujourd'hui doit disparaître. C'est une impasse ! Et il y a de plus en plus de gens qui s'en rendent compte. » (Marseille, Noailles, Femme, 45-59 ans, profession intellectuelle supérieure)

Ces engagements dans l'autonomie, volontairement éloignés des formes classiques de fonctionnement politique et des logiques d'accaparement des ressources écologiques pour la mettre au service de l'intérêt croissanciste, révèlent des manières d'habiter en commun dans la Cité, d'une façon qui soit respectueuse et attentive au vivant et aux milieux de vie : une forme politique de vie.

Synthèse conclusive : Les « fournaises urbaines » comme épreuve politique des corps dans le devenir écologique des grandes villes méridionales

Au terme de cette enquête menée selon une démarche qualitative (entretiens semi-ouverts) auprès de **130 habitant·e·s à Marseille, Montpellier, Narbonne, Nîmes et Toulouse en juin et juillet 2019**, il ressort, en tout premier lieu, que le dérèglement climatique est admis par la totalité des interviewé·e·s, et que **l'impression de « fournaises urbaines » est très largement partagée**. Or, loin de puiser dans les opinions médiatisées, nombre des personnes rencontrées dans l'un des trois quartiers types de chaque agglomération (central, quartier politique de la ville, pavillonnaire) relayent leurs sensations et leurs sentiments, nés d'expériences directes et sensibles des mutations climatiques. **56 % des interrogé·e·s affirment même que le changement climatique a déjà des effets concrets sur leurs manières de vivre au quotidien.**

Dans ce registre sensitif, nous trouvons comme polarités fortement remarquées :

- ✓ **Une sensation de suffocation éprouvée et d'asphyxie décrite comme croissante** (particulièrement ressenties dans les trois plus grandes villes de l'échantillon) ;
- ✓ **un sentiment marqué d'impuissance vis-à-vis des causes et responsabilités** (que les enquêté·e·s attribuent aux développements urbains et à leurs pouvoirs économiques, les styles de vie devenant alors les seules modalités possibles d'action).

Ainsi, malgré certaines différences entre les villes enquêtées, notamment en relation à leurs tailles, **les causes sont majoritairement à trouver dans les densités urbaines, l'hyperconcentration du bâti et des populations, mais aussi les univers asphaltés, l'affluence touristique ou encore les pratiques de surconsommation**. Ces réalités et mécanismes déterminent pour beaucoup les ressentis décrits des dynamiques urbaines, de leurs mutations engagées et de leurs devenirs plus ou moins marqués, lorsque les périphéries, les arrière-pays et les campagnes sont, pour leur part, par ce filtre sensitif, parés de plusieurs vertus pour les rythmes de vie, les pratiques quotidiennes ou encore les choix résidentiels. Si les villes conservent ici quelques attraits populaires, comme lieux d'effervescence et d'émulation culturelles et sociales, **un minimum de 30 % des répondant·e·s envisageraient déjà de quitter les grands centres urbains si les conditions d'habitabilité écologique continuaient à se dégrader.**

Ici, de tels ressentis font alors rapidement droit à **un sentiment non moins marqué d'inégalité voire d'injustice pour 88 % des habitant·e·s**. D'un côté, les **générations futures** à qui l'on laisserait, sans à peine plus d'inquiétude, des situations de plus en plus invivables, avec une dégradation rapide des milieux et qualité de la vie. De l'autre, on trouve très souvent mentionnées les **populations vulnérables** : enfants ou personnes âgées qui souffrent au quotidien de cette chaleur. Enfin, et plus encore peut-être, pour près de la moitié des habitant·e·s, un sentiment d'injustice prévaut à l'endroit des **plus démunis**, singulièrement lorsqu'il s'agit de l'adoption de modes de vie étiquetés comme plus écologiques par les institutions publiques, et plus généralement dans le cas des **migrations climatiques** anticipées davantage emblématiques de populations issues de pays pauvres.

Dès lors, troisième fait sans nul doute à retenir, au croisement des affects relayés et des causes identifiées, **deux grands noyaux de représentations et de valeurs sont ressortis de ce régime d'expériences** :

- ✓ **une insatisfaction marquée vis-à-vis des cadres urbains de vie** et plus particulièrement dans les grandes villes de l'enquête, du fait de leur **croissance soutenue** et de l'**artificialité provoquée**,
- ✓ des **craintes, colère et défiance installées à l'endroit des institutions** en charge des affaires publiques (qui sont dites très largement incapables de contrôler et réguler les grands intérêts économiques au fondement de modes consuméristes de vie).

Ainsi, dans de ce domaine des représentations et valeurs, des évolutions semblent là aussi engagées, et ce en comparaison avec des travaux antérieurs. Par exemple, une enquête internationale commanditée par l'*Observatoire Veolia des modes de vie urbains* avait dressé en 2010 cinq profils types d'urbain·e·s en fonction de leurs pratiques et de leurs croyances relatives à l'environnement²⁹. Menée dans 7 grandes métropoles internationales (Bombay, Chicago, Le Caire, Londres, Paris, Pékin, Sao Paulo) auprès de 7 128 citoyen·e·s³⁰, on y recensait majoritairement une valence positive des devenir urbains et une confiance évidente dans les autorités pour faire face aux problèmes écologiques et aux enjeux qu'ils dessinent³¹. Cela n'est plus le cas.

La pente affective semble-t-il engagée avec le changement climatique vécu dans l'urbain dense serait dorénavant directement confrontée au contexte politique de l'agir. C'est sans aucun doute le quatrième grand résultat produit ici. L'agir des institutions, qu'elles soient nationales ou municipales, est pensé par les habitant·e·s comme un cadre qui détourne voire limite les possibilités réelles d'action efficace pour le climat et plus largement pour l'écologie. Dans ce registre, notons d'ailleurs que la métropole est très peu envisagée comme un échelon viable de lutte et d'engagements écologiques, y compris si l'on y observe et subit continuellement les effets du changement climatique.

Dès lors, face au constat d'emballage urbain et de dérèglement climatique accéléré, face aux sentiments d'injustice et d'impuissance croissante, de désaffiliation institutionnelle et de colère grandissante, plusieurs personnes **critiquent la normation sociotechnique des conduites et comportements dits vertueux** (assujettissement qui serait par trop délié des réalités du quotidien), pour alors **soutenir l'idée d'une contre-culture sociale de l'écologie politique**, contre-culture dans laquelle chacun·e pourrait contribuer à sa mesure et s'impliquer à sa manière, quels que soient son niveau de compétences et sa situation économique. Le souhait partagé de **passer d'une écologie institutionnelle à une écologie existentielle** est alors sans nul doute le cinquième et dernier grand enseignement tiré des opérations sensibles.

C'est ainsi une nouvelle fois par le corps que les enquêté·e·s imaginent le réarmement politique, par des formes encore modestement renouvelées d'engagement face aux

²⁹Julien DAMON, *Villes à vivre : Modes de vie urbains et défis environnementaux*, Odile Jacob, 2011.

³⁰C'est-à-dire, répondant comme habitants âgés d'au moins 15 ans, constituant des échantillons représentatifs (revenus, groupes socioprofessionnels, sexe et âge) des villes d'enquête.

³¹Les investis : 32 % des citoyens, impliqués dans les enjeux de développement durable et confiants dans leur capacité à apporter du changement, considèrent important que leur ville s'adapte à la question écologique ;

Les pragmatiques : 14 %, plutôt attachés à leur ville sans espérer que leurs enfants y grandissent forcément, prêts à limiter leurs déchets et déplacements en voiture, ont intégré la question environnementale, se disent prêts à faire des efforts et à changer leurs modes de vie sans croire à une transformation radicale de leur ville ;

Les urbanophiles : 22 %, satisfaits de leur ville, veulent y voir grandir enfants, moins préoccupés par problèmes environnementaux et estiment ne pas avoir à changer leur façon de vivre. Ils voient l'avenir avec optimisme et considèrent la question environnementale sans alarmisme ;

Les déçus : 13 %, reprochent à leur ville de ne pas suffisamment prendre en compte les dimensions environnementales parce qu'ils en souffrent au quotidien, insatisfaits de leurs villes, ils pensent que la qualité de vie va continuer de s'y dégrader ;

Les repliés : 19 % ne se projettent pas dans leur ville, sont préoccupés par l'insécurité et n'attendent guère de changement, peu enclins aux efforts environnementaux.

assignations sociales de la « bonne » écologie et ainsi à l'évacuation des questions politiques qu'elles généreraient (démocratie participative, développement durable...). Il en irait pour **un bon tiers des personnes rencontrées d'une transformation profonde et radicale des sociétés actuelles**, par une lutte efficace contre les modes de vie imposés, les formes de gouvernementalité et les intérêts économiques qui les produisent, jugés en première instance très largement responsables du réchauffement engagé. Voici ce qui fonderait le récit d'un avenir désirable : **une plus grande prise d'autonomie écologique et politique** par rapport à la conditionnalité des formes de vie (lorsque les organisations et institutions technico-politiques sont jugées défailtantes face aux défis d'aujourd'hui).

Reprenant nos trois hypothèses de travail, nous pouvons en tout dernier lieu alors affirmer que :

- ✓ *le dérèglement climatique donnerait bien lieu à des affects spécifiques des devenirs écologiques de la planète ;*
- ✓ *les mutations urbaines à ce jour induiraient de ce fait des rapports politiques reconsidérés aux espaces de vie ;*
- ✓ *ces affects représenteraient, encore très modestement, des leviers d'autres engagements pour les futurs des lieux d'existence.*

En définitive, **les expériences sensibles et affectives, directes et concrètes**, s'affirment bien à ce jour, au moins dans les cinq villes enquêtées, **comme des creusets principaux de réflexivité et concernement écologique, social et politique. Le dérèglement climatique serait en passe d'advenir comme l'opérateur d'une « affectivité implicite ordinaire »**³², par le doute et l'inquiétude, l'injustice, l'impuissance voire la colère, au fondement d'une subjectivation politique comme nouveau *rapport à soi*, par l'amorce de recompositions autoréflexives, et nouvelle *identité politique pour des devenirs plus habitables des espaces de vie*³³. Et c'est bien parce qu'elle s'inscrit dans le « monde vécu » que cette subjectivation recèle une **puissance de subversion politique face aux destructions écologiques du monde**³⁴, pleinement consciente des inégalités capacitaires et rapports de domination³⁵, mais aussi des désirs de reconnaissance et de dignité face aux responsabilités économiques et aux causes institutionnelles.

C'est dans ce conflit des mondes vécus, qui vient intimement interroger leurs parcours de vie, que **les individus redécouvrent « un pouvoir de décision et d'action »**³⁶, et peuvent ainsi donner voix à certaines réactions parfois critiques, et ce jusqu'à des formes de résistances qui ne sont pas encore à ce jour advenues comme infrapolitiques³⁷. Si les sensations et les sentiments du quotidien n'aboutissent pas à des engagements militants traditionnels ou simplement collectifs, qui sont ostensiblement mis en doute, **cette affectivité peut « ne rien laisser transparaître en surface » même si « cela bouge en sourdine »**³⁸.

³² Danilo MARTUCCELLI, *La condition sociale moderne : l'avenir d'une inquiétude*, Paris, France, Gallimard, 2017, p. 86.

³³ Federico TARRAGONI, « Du rapport de la subjectivation politique au monde social. », *Raisons politiques*, 22 juin 2016, N° 62, n° 2, pp. 115-130, p. 115.

³⁴ Alice STERNBERG, « De la subjectivité politique dans l'écologie d'André Gorz », *EcoRev'*, 2015, N° 43, n° 2, pp. 10-20.

³⁵ Danilo MARTUCCELLI, *Domination ordinaires : explorations de la condition moderne*, Paris, France, Editions Balland, 2000.

³⁶ Alice STERNBERG, « De la subjectivité politique dans l'écologie d'André Gorz », *op. cit.*, p. 11.

³⁷ Federico TARRAGONI, *Sociologies de l'individu*, *op. cit.*

³⁸ Danilo MARTUCCELLI, *La condition sociale moderne*, *op. cit.*, p. 97.

Loin de nier les enjeux écologiques ou de privilégier une stratégie du « petit geste », les habitant·e·s construisent en fait progressivement **une critique sociale existentielle**, inscrivant leurs choix et leurs comportements dans un contexte politique bien plus large. Les résistances se réalisent alors dans des formes d'engagements ordinaires et discrets, sensibles et pratiques, ceux d'une **politisation par l'autonomie relative**³⁹, en l'occurrence par **l'autolimitation des besoins** et par **la déconsommation des pratiques**.

³⁹ André GORZ, *Métamorphoses du travail, quête du sens : critique de la raison économique*, Paris, France, Galilée, 1988.

Annexes : Portraits d'habitants

Portrait 1 : « *La pollution est connue depuis longtemps. Il y a beaucoup de choses qui auraient pu être faites pour l'éviter, la ralentir* ».

Portrait 2 : « *On dit que la misère est moins pénible au soleil... Au contraire, le soleil coûte cher* ».

Portrait 3 : « *Dans mon souvenir, à Montpellier, l'air était beaucoup plus agréable que ça, beaucoup plus pur* ».

Portrait 4 : « *Ils vont arriver, ils verront qu'on se parquait comme des bêtes, dans des immeubles tout gris, immondes* ».

Portrait 5 : « *On a vu partir des gens, de ces classes-là, pour voir arriver des gens qui avaient des sous, qui rachetaient et qui modernisaient leurs maisons.* »

Portrait 6 : « *On peut aussi aller à la rencontre des habitants des quartiers Nord en louant une chambre chez eux, à partager une vie de quartier à partir du vécu de ces habitants qui vous reçoivent* ».

Portrait 7 : Tout le monde n'a pas « *le luxe d'être écolo* » !

Portrait 8 : « *Le lendemain, il n'y avait plus de vie. Moi, je démissionnais* ».

Portrait 9 : « *Tout le monde ne veut pas de CDI, tout le monde n'en veut pas* ».

Portrait 1 : « *La pollution est connue depuis longtemps. Il y a beaucoup de choses qui auraient pu être faites pour l'éviter, la ralentir* ».

Monsieur P., 63 ans, est retraité et ancien agent de maîtrise chez Air-France à Montaudran. Titulaire d'un CAP d'ajusteur et cuisinier, qu'il a obtenu après sa retraite, il est propriétaire d'une maison dans le quartier pavillonnaire de Rangueil à Toulouse depuis 15 ans.

Originaire de Paris, il a ensuite vécu dans l'Ariège puis a fait le choix de se réinstaller en ville à Toulouse depuis une trentaine d'années. Il apprécie sa localisation résidentielle qui lui permet de bénéficier des commodités commerciales du centre-ville tout en ayant « *une ouverture vers le Lauragais* » et « *des liens familiaux là-bas* ». Il décrit Rangueil comme un « *quartier de village* », entretenant une relation ambivalente de proximité-distance à Toulouse. Il brosse un portrait très positif de Toulouse, se sentant « *avant tout urbain* » et mettant en avant à la fois son atout géographique, « *à une heure et demie de là et à une heure et demie des premières stations de ski* ». Le « *dynamisme* » de sa ville lui plaît, ainsi que sa « *culture très forte et très riche* » et l'unité « *architecturale de la ville rose* ».

Monsieur P. revient principalement sur la mauvaise circulation en ville, qui pose selon lui un « *problème écologique* » important. S'il ne perçoit pas localement les effets du changement climatique, il indique cependant avoir observé une hausse des « *pics de pollution* » et leur récurrence prononcée.

Les changements climatiques planétaires sont liés selon lui à « *la pire version de l'être humain qui a pollué la planète depuis des années* ». Il se montre largement désabusé quant à l'inaction de l'humanité en général quant à ces altérations, car « *la pollution est connue* ».

depuis longtemps. Il y a beaucoup de choses qui auraient pu être faites pour l'éviter, la ralentir » et l'explique par le poids de « *lobbies financiers antiécologiques* ». Il partage une forme de tristesse sur l'état dégradé de la Terre et s'inquiète surtout du sort des futures générations : « *moi je suis d'une génération assez épargnée, mais les générations qui viennent vont le vivre avec toutes les difficultés que ça va générer* ».

Ce malheur est mêlé à de la colère et la révolte qu'il exprime par le sentiment d'inanité que suscite la non prise en compte des Marches pour le Climat par les pouvoirs publics : « *ces grandes manifestations, c'est déclencheur. Mais malheureusement, avec les gouvernements qu'on a, ça ne sert pas à grand-chose. Ils sont complètement perméables face à l'insatisfaction des gens. On l'a vu avec les Gilets Jaunes ... Ils n'en ont rien à faire. Je les accuse, enfin ce n'est pas le terme, mais pour moi ils sont responsables de plein de choses* ». L'imputabilité des chefs d'Etat et des instances internationales que Monsieur P. met en évidence soulève, d'après lui, plus globalement les vices structurels induits par l'argent, qui « *a malheureusement pourri tout le système, tant au niveau écologique que global* ».

C'est d'ailleurs par le prisme socio-économique et des conditions de vie que P. appréhende les effets disparates des changements climatiques sur les populations. Si lui « *ne se plaint pas* », puisqu'il explique « *avoir un certain confort alors que d'autres souffrent* », il souligne bien qu'un « *décalage* » se crée par rapport au poids de « *l'argent* » : « *c'est quand même lié à ton train de vie et à la classe sociale dans laquelle tu te trouves* ».

Il exprime son impuissance quant au manque « *d'alternatives* » et de « *moyens pour faire autrement* », notamment à propos des politiques énergétiques menées en France ces 60 dernières années. En effet, le secteur nucléaire représente pour lui « *une spirale infernale* », avec « *les déchets radioactifs dont on ne sait pas toujours quoi faire* ». Conscient des impacts induits par les mutations urbaines dans les désordres climatiques, avec leur lot de pollution qu'elles engendrent, son discours reste plutôt centré sur les effets néfastes induits par les énergies fossiles et leurs emplois exponentiels corrélés à la démocratisation des moyens de transport comme dans le secteur aérien.

Ne se présentant pas directement engagé en faveur de l'écologie, il évoque néanmoins quelques évolutions plus locales et viables dans sa manière de vivre, en ayant de plus en plus recours aux « *circuits-courts* ». Prenant du recul sur ses conditions sociales d'existence, il insiste sur l'idée que les conversions écologiques des modes de vie demeurent dépendantes du niveau de vie. Il développe cette approche sociale de l'écologie en faisant part d'une sensibilité fine et aiguisée face à ses enjeux. Il effectue ainsi un parallèle entre les mouvements sociaux actuels et ceux de 1968, à partir des « *revendications des Gilets Jaunes* ». Pour P., l'écologie est profondément travestie par le traitement des « *médias et des politiques* » qui l'éloigne de « *la préoccupation principale des gens* ». Il définit ainsi l'écologie sous des aspects sociaux indissociables, au regard des inégalités qu'elle peut engendrer : « *c'est qu'on voulait arrêter tous ces maîtres du jeu, les déraciner, les déranger et essayer de prendre la part du gâteau, qu'il y ait un partage de fait. La revendication n'est pas dans les mêmes termes, mais on n'est pas loin : les injustices, on y est toujours, ça n'a pas changé.* ».

Enfin, lorsqu'il parle de ses projections sur l'avenir de l'humanité et de la planète, Monsieur P. aborde le fossé entre les imaginaires des générations issues des Trente Glorieuses, qu'il relie « *au bonheur* » et à un temps où « *le problème des pollutions n'était que peu évoqué* », et ceux plus actuels. Lui-même traite des dysfonctionnements politiques que posent et pourront poser les migrations climatiques et la démultiplication des sources et conséquences des pollutions. Il nuance toutefois son propos en rappelant les effets « *du premier choc pétrolier* » sur les consciences et l'amorce de réflexions communes sur le gaspillage énergétique.

Portrait 2 : « On dit que la misère est moins pénible au soleil... Au contraire, le soleil coûte cher ».

Monsieur K., conseiller en insertion professionnelle âgé de 38 ans, s'est installé à Montpellier depuis une dizaine d'années. Il apprécie la mixité sociale de la ville, notamment dans son quartier de vie de Port Marianne.

Il évoque rapidement l'urbanisation accélérée de la ville. Avant de s'installer à Montpellier, Monsieur K. avait d'abord effectué une année à l'université. Il se souvient des vignes à proximité du campus où il étudiait : « *il y avait énormément d'espace, j'ai trouvé ça génial* ». Aujourd'hui, ces grands espaces ont disparu, ce qui le laisse dans un état de perplexité : « *en l'espace de dix ans, il y a des espaces que je ne reconnais plus. La ville s'est tellement agrandie d'un coup* », avec notamment le développement de centres commerciaux périphériques, symboles de « *cette société de consommation* ». Fuyant les week-ends la touristification en masse de la ville durant l'été (« *Il y a tellement de monde. Les plages sont inaccessibles.* »), il part s'installer « *dans les Cévennes* ».

Il reproche à la ville de Montpellier de « *devenir une ville de vacances* » pendant la période estivale, de miser sur l'activité économique et touristique, au détriment des habitant·e·s qui y vivent le restant de l'année. Ces habitudes varient : il ne fréquente plus ni les musées ni les espaces de loisirs. Ils évitent les zones de fortes concentrations de personnes. Sans compter la chaleur caractéristique de la période : « *On suffoque. La ville nous fait suffoquer. L'air est rare* ». Il pointe la densité des modèles urbains dans la responsabilité du changement climatique, notamment avec la concentration des voitures et les « *nappes de pollution* » qui se forment au-dessus de Montpellier.

Monsieur K. souhaite que nos modèles de consommation, de circulation et de construction soient profondément repensés. Il se dit très inquiet par le changement climatique, pour l'avenir de ses enfants, notamment au regard de l'absence de réactivité générale : « *Je trouve qu'on tarde, que ce soit la volonté individuelle ou politique* ». Mais il estime que les véritables changements de comportements et de modes de vie sont aujourd'hui uniquement impulsés par les citoyen·ne·s : « *t'as l'impression que c'est toujours les mêmes qui font les choses* ». Il appartient lui-même à un groupe de ramassage de déchets dans l'espace public des plages, altruiste dans sa démarche, en pensant au bien-être des « *familles, des enfants qui vont jouer, pour pas qu'ils se fassent mal* », même s'il reconnaît que « *ça lui demande une telle énergie* ».

À l'inverse, les gouvernements et les entreprises ne seraient, selon lui, pas suffisamment engagés sur ces enjeux écologiques et de luttes climatiques. Il relève toutefois quelques efforts de végétalisation dans sa ville, le reboisement de certains quartiers, le refleurissement des façades près de la gare. Il encourage la municipalité à poursuivre dans ce sens, il voudrait que « *ça aille plus vite* », notamment les projets qu'il trouve intéressants « *de réinciter, de se réapproprier le peu d'espace, de terre* ».

Il est certain que le changement climatique va continuer à creuser les inégalités entre les pays du globe : « *les plus gros pollueurs c'est les pays riches, et ceux qui en subissent aujourd'hui le plus de conséquences c'est ces pays pauvres là* » et au sein de ceux-ci : « *il y a la classe, ceux qui ne ressentent pas les effets parce que tout est aménagé chez eux. Il y a ceux intermédiaires. Et ceux qui subissent pleinement. Je plains ceux qui n'ont pas les moyens, soit d'avoir une clim', soit d'avoir un ventilo'* ». Les problèmes liés à l'afflux de migrants se généraliseront et seront source de tensions accrues, y compris dans les grandes villes du Sud : « *on dit que la misère est moins pénible au soleil... Au contraire, le soleil coûte cher* ».

Portrait 3 : « Dans mon souvenir, à Montpellier, l'air était beaucoup plus agréable que ça, beaucoup plus pur ».

Z., jeune étudiante en photographie de 21 ans, habite avec sa famille dans le centre-ville de Montpellier. Née à Paris, elle a cependant toujours vécu à Montpellier, qu'elle apprécie grandement pour plusieurs raisons. Le fait d'avoir toujours vécu dans cette ville lui confère certaines connaissances pratiques de la ville, ce qui l'a « met à l'aise ».

Au-delà de son climat doux, Z. valorise à la fois le côté « jeune » de Montpellier et surtout ses atouts culturels, profitant « des musées, des théâtres et des cinémas » à proximité de chez elle. De plus, habitante de l'Écusson, elle n'est donc pas tributaire des transports et peut facilement relier différents points de la ville à pied.

Elle ne semble pas avoir observé de changements particuliers dans Montpellier, ce qui peut s'expliquer par son âge juvénile. Elle note cependant que son rythme de vie se trouve bouleversé en été, avouant qu'elle a du mal à faire face aux chaleurs urbaines, mais qu'elle a su s'y adapter : « c'est juste qu'il faut s'y préparer et changer un peu son emploi du temps quoi. Essayer de tout mettre le plus tard possible dans la journée ou alors très tôt le matin ». Les conditions estivales l'amènent à ralentir son mode de vie, saison durant laquelle elle doit « prévoir 1 heure entre chaque activité » pour se reposer, tandis que l'hiver lui est plus favorable pour « faire plein de trucs, plein de cours, plein de rendez-vous, plein de choses à voir ».

Si elle déclare ne pas observer les effets des mutations climatiques à l'échelle de la ville, elle y note cependant une dégradation générale de la qualité de l'air : « dans mon souvenir, à Montpellier, l'air était beaucoup plus agréable que ça, beaucoup plus pur ». Même si « la mer juste à côté fait que l'air circule pas mal », elle décrit des signes de pollution de plus en plus flagrants, « des gros nuages de pollution horribles dans la rue ».

Elle relie le changement climatique à des dimensions éminemment politiques, qui n'est pas que du ressort d'un « déni collectif » ou des écogestes comme celui de « prendre un bain qui ne va pas polluer plus que cela » ou « de fermer le robinet ». Z. pointe clairement le développement de discours politiques, qui sans réelles actions de « sensibilisation et de communication », participe à culpabiliser les individus sans cibler « les grosses boîtes et même les entreprises publiques qui polluent énormément » alors qu'elles donneraient pourtant « des clés de réflexion et d'action aux habitants ». Toutefois, elle avoue n'avoir « jamais réfléchi directement à la question » de l'impact des villes sur ces altérations climatiques.

Les origines des bouleversements climatiques globaux sont ancrées, selon elle, dans nos comportements collectifs et des « climatosceptiques, qui s'en foutent complet ». Elle resitue cette imputabilité commune dans un temps « récent », à partir des « Trente Glorieuses peut-être où l'on a commencé à consommer, à construire dans la précipitation ».

Z. est inquiète quant aux déstabilisations et aux amplitudes sporadiques liées au climat, qui opèrent des ruptures temporelles nettes et rapides, par exemple sur « des lacs qui n'ont pas bougé depuis un millénaire et qui tout d'un coup se retrouvent asséchés ». Cet enjeu qui l'affecte significativement s'accompagne de sa clairvoyance sur son empreinte écologique élevée, en « prenant l'avion 5 fois par an », mais également du manque d'informations et de questionnements sur le sens et l'impact de ses actions individuelles. Elle dit ainsi se sentir « un peu limitée dans les actions » qu'elle peut mettre en place. Ce déficit d'alternatives la fait « culpabiliser énormément sur les vols intérieurs » qu'elle réalise, ne faisant que se renforcer avec cette « mauvaise idée de supprimer des lignes TER ». Cependant, Z. ne semble pas touchée directement par les répercussions des changements climatiques, se sachant

« hyper protégée » car située « dans la classe moyenne » et n'étant pas prédestinée à effectuer « un métier » ou à habiter dans « un milieu de vie qui l'expose vraiment » à ces conséquences.

Pour elle, l'écologie s'entend comme « le fait de vivre en respectant l'environnement et de s'adapter aux différents climats d'un endroit ». Elle s'enjoint d'une volonté d'« équilibre avec la nature » et « de ne pas tout détruire ». Elle se sent concernée et impliquée par et pour l'écologie, mais elle se sent « frustrée » car elle « aimerait en faire plus » à cet égard. Elle cherche déjà à « consommer différemment » et raisonnablement, « à faire attention aux transports car c'est vraiment ce qui pollue le plus » selon elle. À son domicile, Z. « fait le tri, du compostage », ayant conscience « du luxe d'avoir un jardin en plein centre-ville » tout en cherchant à adopter un comportement écologiquement plus sobre au quotidien.

En définitive, Z. traduit son inquiétude quant au futur d'une Terre « complètement laissée à l'abandon ». Elle se montre « super pessimiste » sur les évolutions de l'habiter et des villes, des inégalités sociales exacerbées, exprimant la crainte « que l'écart richesse/pauvreté se creuse de plus en plus, que tout le monde habite dans des tours climatisées et commande tout sur Amazon et qu'à côté de cela se développent des bidonvilles ». Elle brosse ainsi le tableau d'un avenir sombre et funeste pour l'humanité.

Portrait 4 : « Ils vont arriver, ils verront qu'on se parquait comme des bêtes, dans des immeubles tout gris, immondes ».

J. a 25 ans et est originaire de la région parisienne. Il s'installe à Marseille en septembre 2018 pour suivre une formation d'un an en charpente de marine. Il habite en périphérie du quartier pavillonnaire du Roucas-Blanc, au rez-de-chaussée d'un petit immeuble collectif.

Avant de s'approcher de Marseille « pour apprendre le métier », J. vivait au Havre, où il a suivi une formation qu'il voulait générale en ferronnerie, forge et soudure. Il a alors la possibilité de suivre son apprentissage à Saint-Nazaire, mais peu enjoué à l'idée de « construire des énormes paquebots », il préfère suivre une formation à Marseille, ville qu'il estime « plus proche de la tradition avec ses petits ports, ses bateaux de pêche ».

J. veut son orientation professionnelle proche de ses convictions écologiques. Il se dit être « tranquille avec sa conscience » en voulant « bosser à l'ancienne », avec l'utilisation de bois locaux, provenant de « forêts entretenues ». Il tient à cet engagement, se souvenant du jour où il a pris conscience que même le bois de certains bateaux était produit à partir de bois exotiques pour lesquelles « des familles entières se sont fait assassiner en Afrique par des mafias pour récupérer des forêts ». Il veut aussi mobiliser et faire vivre des savoirs vernaculaires, notamment pour réaliser son projet intime de « construire un grand voilier et de faire le tour du monde avec tous les gens auxquels je tiens ». Il parle avec passion des bateaux en bois, de leurs formes elliptiques complexes et du vivant avec lequel il faut composer : « Dans un bateau en bois, il n'y a absolument rien de droit. Sinon une pièce ou deux sur le bateau. Et tu as très souvent des angles qui évoluent... Ton angle, au début de ta planche, il est comme ça, il prend une vrille comme ça. C'est hyper spécifique. C'est du fait des formes d'un bateau. Un bateau, y'a rien qui va droit dessus... ». Il aime se décrire comme « docteur pour bateau » en travaillant essentiellement dans la restauration d'ouvrages vivants : « un bateau, c'est quelque chose qui a une âme, qui a une vie ».

Il abhorre alors les bateaux en plastique, manufacturés, qui pullulent dans le Vieux-Port de Marseille : « des bateaux en plastiques, qui sont remplaçables, jetables ». L'image d'une production à la chaîne de « joujoux pour riches » résume à elle seule, selon lui, les travers de nos époques. La manie de la surconsommation et de l'opulence, comme ici de bateau « avec lequel tu sors une fois par an pour faire le beau ».

J. pense que l'écologie, « *étant contraire aux enjeux financiers* », n'est pas un projet porteur de volontés politiques, y compris à l'échelon municipal. La mairie de Marseille mise davantage sur l'embellissement de la ville pour les touristes et la gentrification des quartiers anciens. Pour lui, les villes se résument aujourd'hui à des constructions de logements à partir de matériaux bon marché, se plaisant parfois à imaginer les réactions des archéologues du futur : « *Ils vont arriver, ils verront qu'on se parquait comme des bêtes, dans des immeubles tout gris, immondes. On aura l'air de cons.* ».

Méfiant à l'égard de la vie politique, il dit ne pas s'y intéresser et ne vote d'ailleurs plus aux élections si c'est pour « *élire quelqu'un qui n'est pas fiable* ». Il préfère, au contraire, se concentrer sur son propre « *champ de bataille* » en voulant rendre sa trajectoire de vie la plus respectueuse possible de la Terre.

Portrait 5 : « *On a vu partir des gens, de ces classes-là, pour voir arriver des gens qui avaient des sous, qui rachetaient et qui modernisaient leurs maisons.* »

Madame J., titulaire d'un DESS de psychologie, est retraitée et consacre son temps libre à la peinture. Originaire d'Algérie et installée à Toulouse de longue date, privilégiant « *le Sud et cette ville au côté hispanique* » et mettant en avant le « *confort* » induit par la localisation géographique de la ville rose, elle est aujourd'hui âgée de 66 ans et vit avec son mari dans un quartier pavillonnaire situé à une quinzaine de minutes du centre-ville. Ancien quartier ouvrier, Guilheméry connaît de profondes restructurations, par la « *spéculation immobilière* » qui tend à attirer des populations plus jeunes et plus aisées et qui investissent dans ces « *petites toulousaines* ». Madame J. revient principalement sur l'histoire de ce lieu qu'elle fréquente depuis maintenant des dizaines d'années, en développant une approche sensible et sociale du quartier.

Si elle est attachée à Toulouse et à cette « *ville culturelle* », elle l'est d'autant plus à son quartier « *très typique* » par sa vie culturelle dense, de « *ses repas de rue et fêtes musicales* » jusqu'au « *carnaval* ». De plus, elle apparaît très bien insérée dans ce « *gros village* ». Son ancrage au local est quotidien et constitutif des liens sociaux tissés avec les autres habitants du quartier qu'elle considère désormais comme des « *amis* ». Cet enracinement se caractérise notamment par la sauvegarde des activités et événements culturels organisés à Guilheméry, par la diffusion de « *pétitions* », par les relations de proximité entretenues avec la municipalité et la « *défense de revendications qui lui sont importantes* ». Elle apprécie aussi la localisation de son quartier puisqu'elle habite « *à la fois près du centre-ville* » tout en étant dans « *un quartier à chat* », disposant d'une réelle qualité de vie avec sa « *petite cour bien arborée avec un petit potager* » et sa « *vue sur les arbres, le ciel et le vert* ».

Elle décrit la gentrification emblématique qui se déroule encore aujourd'hui à Guilheméry : « *c'était beaucoup plus populaire auparavant. On a vu partir des gens, de ces classes-là, pour voir arriver des gens qui avaient des sous, qui rachetaient et qui modernisaient leurs maisons. C'est-à-dire que le centre de ce quartier est devenu un quartier pour les riches et les pauvres ont disparu* ». Elle déplore cette évolution qu'elle associe aux « *dangers de la spéculation immobilière* » qui ont participé selon elle à fragiliser plusieurs lieux culturels et associatifs locaux.

N'observant pas d'effets locaux des changements climatiques, ne sachant pas si cela provient « *des pics de température* » qu'elle a pu recenser par le passé, Madame J. s'est saisie politiquement de ces enjeux écologiques et se montre « *déçue* » de « *leur récupération par les partis politiques* » et de leur inaction alors que « *l'on va dans le mur et qu'on continue d'émettre une énorme pollution* ». Elle pointe avant tout la responsabilité collective des êtres

humains dans ces altérations climatiques, par leur « *paresse* », dissonances cognitives et « *paradoxes* ». Pour elle, les « *catastrophes naturelles* » touchent avant tout « *les pauvres qui morflent le plus* » quand « *les pays riches ont les moyens d'anticiper leur protection* ». Madame J. fait part de sa colère quant aux mécanismes structurels de notre civilisation, « *liant les entreprises et les politiques* » qui participent selon elle à une indulgence générale quant à la dégradation de « *biens communes comme l'air et l'eau* ». Elle témoigne de son « *pessimisme* » quant à l'avenir de l'humanité, empêtrée dans un « *système ultra-libéral et spéculatif, où le profit et l'argent sont rois* ».

Ne se déclarant pas engagée en faveur de l'écologie car « *pas assez militante* » à son goût, Madame J. la resitue dans ses pratiques de consommation familières comme l'alimentation : « *manger une bonne salade, je trouve que ça peut-être un acte politique* » même si elle « *pourrait faire beaucoup plus d'efforts* ». Cet engagement passe également par son approche biologique du jardin et l'utilisation d'auxiliaires et décoctions naturelles, des « *coccinelles contre les pucerons* » au « *purin d'orties* ». Les problèmes écologiques invitent d'après elle à « *réfléchir à ce que l'on fait* » notamment lorsque « *l'on voyage* » et à moins et « *mieux* » consommer.

Ses représentations personnelles de l'écologie s'articulent « *aux paysages agricoles et paysans* » puisque selon Madame J. « *c'est la vie des gens qui fabriquent les paysages* ». Cette définition sensible et visuelle est enracinée au territoire et à « *Gaïa la Terre Mère* », formant un « *ensemble interdépendant* » et s'appuyant sur du « *faire et défaire ensemble* ». Madame J. présente ainsi une démarche écologique avant tout sociale, ouverte à « *la mixité culturelle* » et non circonscrite à « *l'entre-soi* ».

Portrait 6 : « *On peut aussi aller à la rencontre des habitants des quartiers Nord en louant une chambre chez eux, à partager une vie de quartier à partir du vécu de ces habitants qui vous reçoivent* ».

Monsieur D., 46 ans, est propriétaire d'un appartement en rez-de-chaussée situé à la Cabucelle à Marseille. Né à Paris et ayant passé une grande partie de son enfance à la Réunion, il s'est installé à Marseille il y a une vingtaine d'années. Diplômé de l'école nationale supérieure de paysage de Marseille, il travaille en tant que jardinier-indépendant, en développant une approche du « *paysagisme habitant* » comme il aime à le rappeler, principalement au sein de son quartier et avec des publics en situation de handicap.

Développant une approche ultra-sensible de l'écologie, de l'espace et de la ville, sa pensée va à contre-courant des grands schèmes professionnalisés en urbanisme et en paysagisme. Il se définit comme « *sensible à la question du jardin planétaire* » et défend l'idée que le jardinage autorise durablement le « *rapport entre l'humanité et notre planète aux ressources finies* ».

Monsieur D. se représente et conçoit le milieu urbain comme un ensemble organique, un « *écosystème anarchique* », fait de bric et de broc par une multitude d'acteurs, autant aménageurs qu'habitants. Il tient beaucoup à son quartier et à sa ville, véritables espaces de marges et supports critiques de la métropolisation, de « *toutes ces formes très lisibles, toute cette vision très classique, à partir de la ville-centre* » et « *d'avoir une pensée du monde par la périphérie et pas toujours par la centralité et le régalien* ».

Il a une connaissance très précise de l'histoire des lieux qui l'entourent, trop souvent négligée et effacée, et est vraiment engagé dans une démarche participative et inclusive au sein de son quartier, posture qu'il rapproche finalement de ce qu'est un type d'« *habiter* ». Monsieur D. mentionne par exemple un collectif d'habitants des quartiers Nord, « *l'hôtel du Nord* », qui invite à reconsidérer la définition actuelle du tourisme, à partir « *de l'hospitalité* », qui ne se

réduit pas qu'à la farniente « *au bord des plages et qu'on peut aussi aller à la rencontre des habitants des quartiers Nord en louant une chambre chez eux, à partager une vie de quartier à partir du vécu de ces habitants qui vous reçoivent* ».

Il fait preuve de beaucoup d'humilité lorsqu'il s'interroge sur le changement climatique et l'écologie et éprouve des difficultés à s'exprimer sur des sujets aussi généraux et globaux, en ne faisant pas de « *liens directs* » entre ces ressentis et son mode de vie. À l'inverse, il préfère les envisager dans des perspectives localisées, pratiquées et quotidiennes, et le jardinage représente parfaitement cette acception personnalisée. Ne se définissant pas comme « *écolo* », sa vision de l'écologie est vaste et riche, l'associant tout aussi bien à « *un parti politique, une mouvance politique* » qu'à « *une prise de conscience* » jusqu'à des aspects plus critiques « *un alibi, une dictature* ».

Au-delà des défis liés aux changements climatiques, Monsieur D. choisit d'évoquer les problématiques liées à « *la gestion de la ressource* », en récupérant « *un maximum des eaux grises très peu sales des habitats, pour pouvoir arroser sans avoir à payer en plus de l'eau nos jardins ou les jardins communs* ». Il parle et agit ainsi au nom d'une écologie ordinaire, faite de « *bon-sens* », de « *remèdes de grand-mère* » et de « *savoirs modestes* », axée sur l'intelligence collective de la débrouille et sur une interdépendance entre les milieux et les êtres : « *tu te dis qu'en jardinant, en montrant aux gamins qui vivent dans cette résidence que ça peut-être sympa, en leur créant une petite attention ou un éventuel intérêt pour les plantes, que ça les relie un peu au vivant quoi. Parce que ces petits citoyens sinon ils ont pas, c'est pas sur leur balcon qu'ils vont développer un ancrage terrien* ».

Il opère une articulation entre ce déracinement à la terre et au vivant à partir du jardin, les logiques plus structurelles du productivisme, enrayé par « *des règles, de la techniciste* » et leurs incorporations qui concourt à la dégradation des liens sociaux entre ses voisins : « *sortir les personnes comme ça d'une hostilité à la moindre, au moindre truc qui bouge, y compris si c'est pour trouver une solution pour eux aussi, pour tout le monde. Pour eux c'est un danger, tout est danger. Tout ce qui est inconnu tu vois eux la permaculture, les lombrics ils s'en foutent* ». L'écologie est pour Monsieur D. indissociable de la notion « *d'habiter* », du « *partage* » et implique un devoir moral, « *une dignité à essayer de prendre en charge ce qu'on est capables de prendre en charge parce que justement on est d'une classe sociale, ou d'une tournure d'esprit, d'un niveau de conscience qu'on fait qu'on est capables* ».

Portrait 7 : Tout le monde n'a pas « *le luxe d'être écolo* » !

Toulousaine de naissance, Madame C., 50 ans, s'est installée à Narbonne, depuis vingt-huit ans, avec son mari, originaire de la région. Venant déjà dans la région pendant son adolescence, elle raconte toujours avec plaisir ses souvenirs dans les garrigues chantantes de la Clape et les bords de mer reposants de Gruissan.

Mère au foyer, elle apprécie aujourd'hui accompagner ses filles faire des randonnées équestres sur la plage. Même si elle compare Narbonne à un « *village* » où les relations sont « *sincères* » et chaleureuses, l'arrière-pays reste ce qui la séduit le plus dans la région : « *C'est la proximité avec la mer qui est quand même géniale. Cette proximité immédiate avec des endroits magnifiques !* ».

Madame C. sait depuis toujours que des zones d'habitations qui prolongent l'agglomération de Narbonne, ont été construites sur des terrains inondables, notamment le quartier Egassarial où habitaient sa belle-famille. Elle pense d'abord que les inondations sont causées par l'artificialisation urbaine des sols : « *les grandes surfaces, zones commerciales quand tu*

arrives à Narbonne, ces zones-là permettaient d'absorber les pluies torrentielles ». Elle les décrit comme des « *dramas écologiques* ».

Même si elle constate dans la région de plus « *grands moments de canicule* » depuis une vingtaine d'années, elle ne saurait amputer ces observations aux dérèglements climatiques globaux, préférant ne « *pas faire confiance à son ressenti sur la question* » invitant plus volontiers à se tourner vers des avis experts. Elle ne nie pourtant pas l'importance du changement climatique : « *on va vers quelque chose de très grave* ». Elle lit de nombreux ouvrages sur la question, mais reconnaît une situation « *complexe* », notamment quand il s'agit de réfléchir à des solutions qui « *peuvent convenir au plus grand nombre* ».

Elle veut néanmoins rester « *optimiste* » pour l'avenir au regard de la forte sensibilisation écologique et engagements politiques des nouvelles générations, à plus forte raison quand il s'agit de ses propres enfants. Mais avec le mouvement des « *gilets jaunes* » qu'elle suit de près, Madame C. dit avoir pris conscience de l'importante « *fracture sociale* » qu'il peut y avoir sur ces enjeux. Dans un premier temps, plutôt en faveur de la mesure visant la hausse des taxes sur le carburant, elle prend conscience que pour tout « *un tas de gens* », la mesure « *n'est pas recevable* » car ils « *ne peuvent pas se payer le luxe d'être écolos* ». Elle dit que le changement climatique ne fait que révéler et accentuer des situations d'injustices sociales existantes : « *il y a une fracture sociale énorme entre le bobo parisien qui se balade en trottinette au Marais, avec ses enfants, portant du coton bio et qui mangent des grains et la personne qui, par exemple, habite à Trèbes et qui a besoin de prendre sa voiture parce qu'il n'a pas d'autres moyens pour aller à Carcassonne tous les jours, qui n'a pas les moyens de se servir bio et qui habille ses enfants et lui-même avec des choses bon marché* ».

Reconnaissant une nouvelle fois ne pas être « *très compétente pour parler* » d'écologie et de politique, elle pense que c'est grâce un « *électorat qui montre ses préoccupations* », qui met la « *pression* » sur les dirigeants politiques et les pouvoirs publics urbains que la situation pourra changer. Elle dit avoir de nouveau du mal à voter en faveur des écologistes aux élections depuis son vote en faveur de Noël Mamère en 2002, persuadée à ce moment-là que Lionel Jospin serait au second tour : « *ça été un tel choc de voir Le Pen au second tour que j'ai du mal à voter directement écolo. Je pense que c'est une orientation... et pas forcément un parti politique* ».

Portrait 8 : « *Le lendemain, il n'y avait plus de vie. Moi, je démissionnais.* »

Monsieur A., âgé d'une quarantaine d'années, est venu s'installer à Nîmes depuis cinq ans, d'abord pour des « *raisons familiales* ». À la suite d'un premier emploi et d'un logement, il décide d'y rester même si, confesse-t-il, c'est une ville « *qui a beaucoup de mal à me séduire* ».

Il la compare à Montpellier, ville où il a vécu une bonne partie de sa vie et dont il dit particulièrement apprécier les orientations en matière de politiques publiques menées par l'ancien maire socialiste. Selon Monsieur A., Montpellier est une ville tournée vers l'inclusion, avec non seulement des politiques de transport en commun misant sur l'accessibilité, pour « *que personne ne soit exclu ou au ban de la société* », mais aussi des projets artistiques conçus pour révéler les diversités de cultures des populations composant la ville. « *À Montpellier, combien de festivals, d'événementiels, les arabesques, les musiques du Moyen-Orient, au château d'eau dans ces grands parcs, avec des projections avec l'histoire des gitans... et tout le monde y participe, et ça, c'est superbe.* ». Selon lui, c'est dans l'histoire de Montpellier, son ouverture sur les civilisations qui invitait déjà, dès l'Antiquité, à se faire rencontrer des cultures multiples, que ces orientations politiques s'inscrivent. À l'inverse, à

Nîmes, il dit avoir entendu « *les pires des propos* » contre des personnes arabes ou d'origine africaine.

Ayant travaillé quelques mois dans la vigne, au « *pic Saint-Loup, une petite montagne au nord de Montpellier* », il a dit avoir observé les méfaits de l'agriculture intensive sur la biodiversité. Il travaillait sur une petite parcelle de cinq hectares, en bio, « *au milieu de plein d'hectares, pas bio* ». Sur sa parcelle, il a pu observer la vie, « *il y avait de l'herbe qui avait poussé, plein de bêtes, de criquets, grillons et sauterelles* ». En regardant de plus près, il s'est rendu compte que « *la majorité n'avait qu'une seule patte arrière* » et que pas un seul de ces insectes ne sautait droit. Lorsqu'il a vu arriver les épandeurs à la fin de l'été, le viticulteur « *avec son masque à gaz* », et la destruction de la vie le lendemain, il décide de démissionner.

Monsieur A. fait rapidement le lien entre cette expérience et la destruction généralisée du vivant : « *le monde est tenu par les lobbys, et les industries qui s'en foutent plein les fouilles* ». Il cite les principaux lobbys qu'il juge responsables de l'état de la planète : « *le béton, les médicaments, les pesticides et l'armement. Il y a des réalités qu'il faut reconnaître. Maintenant, il faut que ça change* ».

Une des actions principales qu'il identifie donc pour agir contre les effets du changement climatique, serait d'« *arrêter le chantier de la croissance* », se disant prêt à faire lui-même des concessions sur le confort de l'époque moderne et à vivre autrement pour ne plus alimenter cette « *grande machine infâme* » qu'est le capitalisme : « *je suis content d'avoir un smartphone dans la poche, mais j'apprendrai à m'en passer. Volontiers. On se prêterait le téléphone, ou en avoir moins, ou ne pas en changer tous les ans* ».

Monsieur A. a tourné depuis lors sa carrière professionnelle vers le soin des personnes fragiles et l'amour de l'« *autre* ». Après un diplôme tardif d'assistant de vie, il retrouve un emploi dans un centre d'appel pour des enfants polyhandicapés. Il fait le lien entre le soin apporté à autrui et l'« *énergie* » qui circule entre les êtres humains avec l'écologie et le respect du vivant de manière générale : « *les choses sont alliées, toujours* ».

Portrait 9 : « *Tout le monde ne veut pas de CDI, tout le monde n'en veut pas* ».

Monsieur F., 33 ans, est venu s'installer à Narbonne il y a une dizaine d'années, après un départ précipité de Pau. Diplômé d'un CAP éleveur bovin, il vit de son emploi saisonnier sur un domaine viticole en biodynamie.

Par son expérience dans ce domaine, il se méfie de la « *grande arnaque* » que représente l'agriculture biologique, à travers notamment l'emploi de certains produits toxiques et leurs conséquences sanitaires : « *je ne sais plus comment ça s'appelle, je crois que c'est du P19, c'est pour nettoyer les cuves du tartre quand la vinification est finie. Ensuite, on rince à l'eau. Et ce produit, on met un masque et des lunettes. Une seule goutte sur l'œil, une seule vapeur, on est aveugle !* ». Avec l'utilisation répandue du sulfate de cuivre pour éviter le mildiou sur les grappes, il admet que « *rien n'est rose* », dans la viticulture, même en bio.

Il observe l'évolution du changement climatique au fil des saisons et des années passées sur le domaine. Avec les très fortes chaleurs, « *les grappes sèchent* », « *y'a des grappes à moitié complètes* », ce qui n'est pas sans conséquence sur la production et la qualité du vin. Il se souvient des récentes inondations de l'Aude et des dégâts humains et matériels causés : « *Y'a deux ans, dans Carcassonne, ça a tout détruit. J'ai une copine, sa voiture, ils l'ont retrouvée à sept kilomètres, au milieu des bois. Des pompiers sont venus la récupérer...* ».

En période de canicule et vivant seul, Monsieur F. quitte alors son « *28 m²* » dans un « *HLM pas isolé* » et part alors se réfugier dans « *la montagne noire* », à la recherche de fraîcheur et

d'eaux calmes. Il plaint les « gens qui sont obligés de rester chez eux et les gens qui ont un certain âge ou des enfants ». En matière de politique urbaine, il conseille vivement à la municipalité d'investir autrement l'argent public, en privilégiant notamment la rénovation et l'isolation des logements anciens, au lieu et en place de « construire un énorme musée, sur tout ce qui est archéologique, sur l'histoire romaine ».

En évoquant le changement climatique, il reconnaît d'emblée que l'« on va droit dans le mur ». Selon lui, les modèles de surconsommation et de mondialisation sont à revoir : « on individualise énormément la pollution de chaque personne avec sa voiture, mais après y'a les gros pétroliers, les bateaux qui traversent les mers pour transporter les denrées de l'autre bout du monde ». Il pointe l'absurdité des prétendues solutions comme la fabrication de voitures électriques. Elles taisent les conflits actuels autour des ressources de lithium et incitent à la consommation forcée de nouveaux véhicules, toujours plus performants à l'ère pourtant des limitations de vitesse. Les inégalités sociales se manifestent encore dans ce rapport aux mobilités « propres » : « ça incite les gens à racheter du neuf, à passer à l'électrique ! Ils condamnent les gens qui ont de vieux véhicules qui ne peuvent plus passer les contrôles techniques, et on fait comment ? ».

Il ne veut pas participer à ce système qui pousse à très bien gagner sa vie, « à avoir une situation financière », pour suivre ce que la mode du moment pousse à consommer. « Tout le monde ne veut pas de CDI, tout le monde n'en veut pas ». Il se plaint à avoir du temps pour cultiver son jardin, à faire de la récup' et « retaper des trucs ». Il ne prend jamais l'avion et privilégie le train pour les longues distances. C'est ainsi qu'il résume son engagement écologique, en admettant : « je fais ce que je peux ».